

## Soissons et la guerre de 1870-1871

*Ce texte, écrit en 1970 par M Urbain,  
professeur d'histoire à Soissons,  
n'a jamais été publié. Il méritait de l'être  
bien que l'auteur n'ait pas cité ses sources.  
Néanmoins nous avons pu les retrouver.  
Elles sont ajoutées à la fin de l'étude.  
Denis ROLLAND*

Cette année 1970 a vu la conclusion définitive du jumelage du *Landkreis* de Schaumbourg-Lippe, en Basse-Saxe, avec Soissons, le 27 juin, à Stadthagen, au cours de festivités d'un éclat et d'une cordialité inoubliables pour les nombreux Soissonnais qui y assistèrent. C'est un maillon de plus à la chaîne d'amitié que forgent deux grands pays, l'Allemagne et la France, trop longtemps frères ennemis confinés dans leur ghetto d'hostilité mais enfin convaincus qu'ils sont faits pour vivre en bonne harmonie et coopérer à la prospérité d'une Europe durement éprouvée par leurs dissensions passées.

Telle n'était malheureusement pas la situation il y a un siècle à la veille de la guerre franco-allemande de 1870-1871 si néfaste à la France et à notre cité en particulier.

### A la veille d'une guerre

#### Genèse du conflit

Dans l'Allemagne du Saint-Empire divisée en quelques 360 Etats, les guerres napoléoniennes ont fortement contribué à l'éveil du sentiment national, surtout lors de la campagne de 1813. En 1815, le congrès de Vienne a ramené le nombre des Etats à 39 mais cela ne saurait suffire aux Allemands qui veulent mettre un terme au morcellement politique. Esquissée à la faveur des mouvements révolutionnaires de 1848, l'unité allemande a échoué par suite de l'opposition de l'Autriche. A partir de 1862, la Prusse, le plus dynamique des 39 Etats de la confédération germanique, a pour chancelier Bismarck, homme aussi énergique que réaliste, qui se donne pour tâche l'unification de l'Allemagne, au besoin « par le fer et par le sang », au profit de son souverain Guillaume 1<sup>er</sup>. Une courte guerre

contre l'Autriche et l'éclatante victoire de Sadowa, le 3 juillet 1866, vont-elles lui permettre d'arriver à ses fins ? Non, car la France s'inquiète de cette subite ascension de la Prusse : Napoléon III, qui avait d'abord laissé les mains libres à Bismarck, l'empêche d'inclure dans la nouvelle confédération à direction prussienne les Etats du sud de l'Allemagne : royaume de Bavière et de Wurtemberg et grand-duché de Bade. Désormais, pour Bismarck, la France est devenue l'ennemie qu'il faut d'abord isoler diplomatiquement avant de l'abattre militairement. Les mal-adresses de la « politique des pourboires » suivie par le gouvernement français, qui inquiètent l'Europe, facilitent la tâche du chancelier. Dès 1868, la guerre est à la merci d'un incident, d'autant qu'aux Tuileries, groupés autour de l'impératrice Eugénie, les adversaires de la libéralisation du régime voulue par l'empereur ne voient qu'une victoire militaire pour raffermir un trône qu'ils jugent chancelant et assurer ainsi une succession solide au jeune prince impérial. Pourtant ni Napoléon III, ni Emile Ollivier, chef du gouvernement depuis le 2 janvier 1870, ni la majorité du corps législatif élu en 1869, ne semblent souhaiter la guerre ; au début de 1870, les crédits pour les équipements, pour l'instruction des réserves ont été réduits, le contingent incorporable diminué de 10 000 hommes. Rien n'est fait pour lutter contre la sclérose et l'impréparation technique d'une armée dont les cadres vivent encore à l'heure de Sébastopol, de Solferino ou de Puebla et ne sont trop souvent préoccupés que de leur avancement ; l'officier supérieur courtisan fait prime.

Bismarck, parfaitement renseigné sur cet état de chose, peut faire confiance à l'armée prussienne soigneusement formée par Moltke. Nombreuse grâce à la *Landwehr* (armée de réserve), parfaitement entraînée, dotée d'une excellente artillerie, elle s'augmentera, au jour du conflit, des contingents bava-rois, wurtembergeois et badois, en vertu d'accords secrets signés après Sadowa. Cette supériorité allemande, éclatante dès l'ouverture des hostilités, surprendra très désagréablement la plupart des responsables français.

La révolution de 1868 a chassé Isabelle II du trône d'Espagne. En 1870, le général Prim, qui lui cherche un successeur, offre la couronne au prince Léopold de Hohenzollern, petit-cousin du roi de Prusse mais aussi apparenté à Napoléon III. Les bellicistes français ne voient dans ce choix qu'une machination de Bismarck pour reconstituer contre la France l'encerclement du temps de Charles-Quint, en faisant de l'Espagne « une Prusse du Midi », comme l'écrit un journaliste.

Interpellé au corps législatif, le 6 juillet, sur l'accession de Léopold au trône d'Espagne, le duc de Gramont, nouveau ministre des affaires étrangères, conclut le débat par une phrase imprudente sinon même provocatrice : « Cette éventualité, nous avons le ferme espoir qu'elle ne se réalisera pas... S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs et de celui de la Nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse ». Dans le même temps, il ordonne à notre ambassadeur Benedetti d'intervenir auprès de Guillaume 1<sup>er</sup>, alors aux eaux à Ems, afin que celui-ci, agissant comme chef de la maison de Hohenzollern, obtienne la renonciation de Léopold. Le roi, qui ne veut pas paraître céder à une menace, hésite d'abord, mais finalement conseille au prince de se

retirer ; c'est chose faite le 12 juillet. La France a obtenu satisfaction, l'Europe respire car la guerre, dont on commençait à beaucoup parler, semble évitée. Hélas, il n'en est rien.

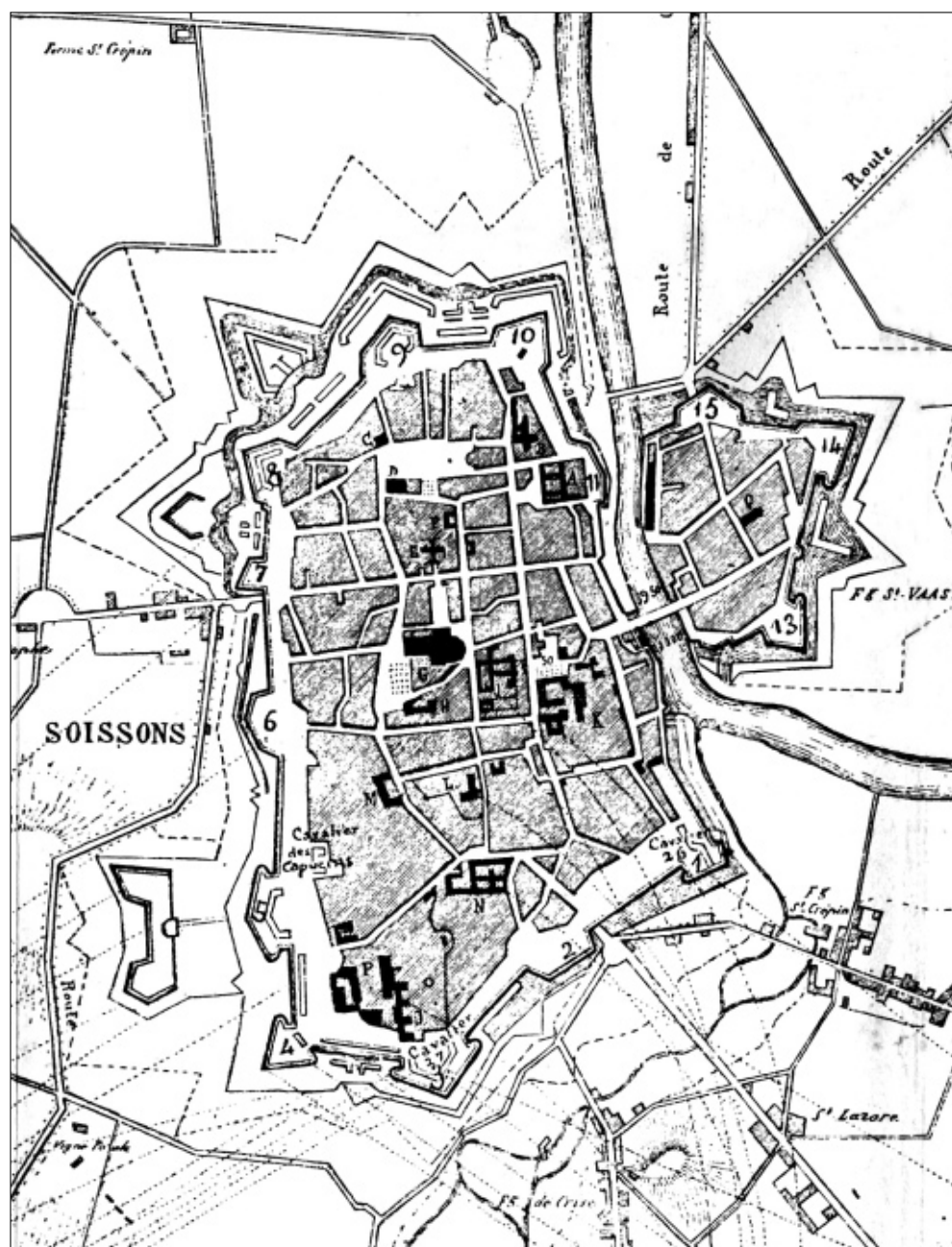
Le gouvernement impérial taxé de faiblesse par l'opposition belliqueuse qui veut, à défaut de guerre, une victoire diplomatique écrasante, relance l'affaire. Le 13 juillet, il enjoint à Benedetti de demander immédiatement à Guillaume 1<sup>er</sup> de s'engager solennellement à interdire à tout jamais une candidature Hohenzolern au trône d'Espagne. Le roi de Prusse déclare qu'il approuve sans réserve le désistement de Léopold, qu'il s'en réjouit pour le maintien de bonnes relations mais qu'il ne lui est pas possible de prendre l'engagement demandé par la France. Benedetti revenant à la charge, le roi refuse de le recevoir à nouveau puisqu'il considère l'affaire comme terminée. Les choses ont évolué de telle manière que le gouvernement ne peut plus reculer sans perdre la face devant les députés et devant l'opinion publique travaillée par la presse. De son côté, à Berlin, Bismarck, qui souhaite le conflit, entretient une semblable excitation. Le 14, il communique aux journaux la fameuse « dépêche d'Ems » relatant les péripéties de la veille mais en insistant sur le fait que le roi de Prusse a refusé de recevoir l'ambassadeur français, espérant, comme il le dit à Roon, que cela fera « sur le taureau gaulois l'effet de l'étoffe rouge ». Le chancelier a vu juste.

Au château de Saint-Cloud, où Napoléon III passe l'été, un conseil des ministres est réuni d'urgence dans la nuit du 14 au 15. Les quelques hésitations qui se manifestent sont balayées par l'affirmation, bien imprudente du maréchal Le Bœuf, ministre de la guerre : « Il ne manque pas même un bouton de guêtre ». La France fera la guerre à la Prusse. Le 15 juillet, à la quasi unanimité, le corps législatif approuve cette décision et vote les premiers crédits nécessaires. En vain, Thiers et quelques rares députés ont-ils tenté de ramener à la raison leurs collègues déchaînés. Quant à Emile Ollivier, il accepte les responsabilités que va entraîner cette guerre « d'un cœur léger et confiant ». Encore une formule malheureuse !

Le 19 juillet, l'état de guerre est notifié à Berlin : « Le gouvernement français a cru de son devoir de songer sans délai à la défense de sa dignité blessée, de ses intérêts menacés et, résolu dans ce but, à prendre toutes les mesures ordonnées par la situation qui lui est faite, il se considère, dès à présent, comme en état de guerre avec la Prusse ». Bismarck va obtenir d'autant plus facilement la collaboration de tous les Allemands que la France fait figure d'agresseur. Avant d'engager le fer, pour se justifier et stimuler l'ardeur belliqueuse de leurs peuples et de leurs soldats, Napoléon III, de Saint-Cloud puis du quartier général de Metz, et Guillaume 1<sup>er</sup>, de Berlin puis de l'état-major général de Mayence, lancent de solennelles proclamations, le premier mettant l'accent sur l'honneur bafoué, le second sur la légitime défense.

### **Soissons : la place forte - la cité**

Tournons-nous maintenant vers Soissons. En 1870, Soissons, dont la population tant civile que militaire s'élève à une dizaine de milliers d'habitants,



Plan de Soissons en 1870 (coll. SAHS).

fait partie des places fortes de seconde ligne de notre frontière du nord-est assurant la protection de Paris. Soissons considérée comme la clef de Paris est une idée qui remonte à l'Ancien Régime ; en 1792, avant que l'invasion prussienne ne soit arrêtée à Valmy, l'assemblée législative décide d'y rassembler 20 000 gardes nationaux en un camp qui sera le bouclier de la capitale. Au cours de la campagne de France de 1814, Napoléon, à plusieurs reprises, invite Soissons à se défendre jusqu'à la dernière extrémité mais, faute d'une garnison et d'un armement suffisants, la place doit capituler rapidement après avoir été attaquée de vive force, une première fois à la mi-février, une seconde fois, le 3 mars, alors que l'empereur comptait sur sa résistance pour anéantir l'armée prussienne de Blücher. En 1870 enfin, la ville est choisie pour la formation d'une des divisions du 6<sup>e</sup> corps en réserve générale de l'armée.

D'où Soissons tire-t-elle cette importance militaire ? D'abord de son pont sur l'Aisne, dernière coupure importante sur le chemin de la frontière à Paris, ensuite de ce qu'elle commande trois routes nationales : de Paris vers Laon et la Belgique, de Rouen à Reims et à la Lorraine, de Château-Thierry vers le nord de la France, et, à l'époque, deux voies ferrées : Paris-Laon et Paris-Reims. Cependant, les progrès de l'artillerie lui ont fait perdre une grande partie de son intérêt. Ville forte située dans une cuvette, dominée de 60 à 80 mètres par les avancées du plateau, aussi bien sur la rive droite (hauteurs de Pasly et de Cuffies) que sur la rive gauche de l'Aisne (butte de Villeneuve, hauteurs de Sainte-Geneviève, montagne de Presles), à des distances de 2 000 mètres environ, Soissons est devenu un « nid à bombes » depuis que les canons de campagne et de siège sont devenus efficaces à plus de 2 500 mètres. D'autre part, le développement des routes secondaires passant à l'écart des forteresses va faciliter au grand état-major prussien l'acheminement de ses troupes et lui permettre d'investir Paris dès le 19 septembre, plus de trois semaines avant que ne commence le bombardement final de Soissons.

Notre ville se présente donc comme une cité resserrée dans son corset de remparts construits selon la technique de Vauban et qui ont déjà subi les sièges de 1814. Sur la rive gauche de la rivière, la ville proprement dite forme un quadrilatère d'environ 1 200 mètres sur 800, protégé par onze bastions dont très peu sont casematés, renforcés à l'ouest par un ouvrage à cornes, le fort Saint-Jean. Dans cette partie de l'enceinte sont ouvertes deux portes : la porte Saint-Martin ou de Reims d'où partent les routes de Reims et de Château-Thierry et la porte Saint-Christophe ou de Paris, point de départ des routes de Paris et de Compiègne. Sur la rive droite, les trois bastions du faubourg Saint-Waast forment une tête de pont d'où sortent, par la porte de Laon, les routes de Chauny et de Laon. En avant des remparts, au-delà des fossés, sur une largeur de 2 à 300 mètres, s'étendent les glacis, zones miliaries plantées d'arbres d'où est bannie toute construction en dur. Le jardin d'horticulture, qui vient d'être créé, a été pris sur cette zone. Quant aux fossés, à peu près complètement disparus de nos jours, ils sont inondables, sauf au sud-ouest où le terrain monte, grâce à un barrage que le génie peut installer sur l'Aisne, entre le vieux pont et le pavillon de l'Arquebuse, en aval du confluent de la Crise, là où le rempart atteint la rivière.

Le gros armement est disparate, en grande partie périmé (canons à âme lisse, vieux obusiers de faible portée) et insuffisant en nombre. La situation se trouve aggravée à la suite de l'envoi au camp de Châlons, pour les manœuvres d'été 1870, de plusieurs grosses pièces qui feront cruellement défaut pendant le siège. En définitive, il reste une cinquantaine de canons rayés se chargeant par la bouche et de mortiers à l'efficacité certaine sur 122 pièces recensées, nombre beaucoup trop faible eu égard au périmètre à défendre. L'armement individuel ne vaut guère mieux ; il y a bien quelques excellents fusils Chassepot de 1866, arme récente qui surclasse le fusil à aiguille prussien mais ceux de modèles plus anciens, à tabatière, à piston, voire même à pierre, sont les plus nombreux. L'approvisionnement en poudre et en munitions est incomplet bien qu'important : 83 000 kilogrammes de poudre, 22 000 obus et bombes et 2 500 000 cartouches. Quant à la garnison, en dehors des trois bataillons du 15<sup>e</sup> régiment de ligne appelés à quitter Soissons en cas de conflit, elle ne compte qu'un nombre restreint d'hommes en service au parc d'artillerie ; encore ceux-ci sont-ils partis en manœuvre lorsque la guerre éclate.

Mais Soissons n'est pas qu'une forteresse. A la veille de la guerre de 1870, Soissons vit assez repliée sur elle-même, encore que les relations avec l'extérieur soient facilitées par le chemin de fer qui relie notre ville à Reims, à Laon et, depuis 1862, à Paris qui n'est plus qu'à 2 heures 10 par express et un peu plus de 3 heures par omnibus, alors qu'il fallait de 11 à 12 heures de route. L'aspect reste vieillot ; bon nombre de maisons, en pierre de taille et au pignon typique, remontent au XVIII<sup>e</sup> siècle et même à des époques antérieures. La plupart de ces maisons ont leur puits mais certaines ont maintenant l'eau courante amenée depuis Villeneuve par machine hydraulique, alors que, dans les rues, une douzaine de bornes-fontaines distribuent l'eau de la source de Saint-Geneviève captée dès avant la Révolution.

Comme de nos jours, la partie la partie vivante de la ville, c'est le centre où le petit boutiquier est roi. Les rues aux noms souvent pittoresques sont restées étroites mais elles sont éclairées au gaz. On se plaint de plus en plus de leur encombrement dû à la circulation que provoquent les marchés quotidiens, particulièrement celui du samedi qui se tient sur la Grand'place et attire de très nombreux paysans de la région. En dehors de ces quelques courants de vie, c'est le calme profond de rues, où souvent l'herbe pousse entre les mauvais pavés, avec leurs grandes maisons bourgeoises closes de hauts murs percés d'imposantes portes cochères, comme on peut encore en voir rue Saint-Gaudin ou rue Richebourg, avec leurs communautés religieuses isolées par de grands parcs, avec des constructions plus modestes abritant quelque échoppe d'artisan. Au sud-ouest, l'enclos de Saint-Jean-des-Vignes est tout entier livré à l'armée qui y a installé, sans souci de l'intérêt archéologique, bureaux, manutention et arsenal.

Le commerce constitue l'activité majeure avec, en marge, les services administratifs, notamment ceux de la sous-préfecture qui occupent une partie de l'ancienne Intendance (hôtel de ville actuel), les banques, les études de notaires, les cabinets d'assurance qui se chargent aussi de procurer, à ceux qui en ont les moyens, un remplaçant pour le service militaire qu'ils doivent, s'ils ont tiré un

mauvais numéro. L'industrie est surtout représentée par un artisanat aux mille visages, très actif; cependant, l'industrie moderne commence à pousser de solides racines dans les faubourgs et dans les environs immédiats: fonderie Dehaitre dans le faubourg Saint-Crépin ou de Reims, briqueterie proche de la gare, fabriques de sucre de Milempart et de Noyant, verrerie Deviolaine à Vauxrot.

Les distractions ne manquent pas: représentations théâtrales assez fréquentes données par des troupes de passage, dans la salle proche de la Grand'-place ou sur les tréteaux d'un théâtre ambulant, concerts privés et surtout concerts par la musique du 15<sup>e</sup> de ligne, le dimanche, place Mantoue, fêtes patronales traditionnelles, bals de société et, à la belle saison, bals en plein air au Mail, conférences de la société d'horticulture... Cafés et auberges sont très fréquentés et ce sont des lieux privilégiés d'information à une époque où les journaux, grevés d'un droit de timbre frappant chaque exemplaire, n'ont que peu de lecteurs particuliers; on y consulte les journaux «à la planchette». La presse locale, *L'Argus soissonnais* et *Le Progrès de l'Aisne*, se plaît à relater par le menu les événements locaux et régionaux mais fait aussi leur place aux nouvelles générales. Et tout cela fait l'objet de discussions, parfois vives, comme ce fut le cas, en début d'année, après le meurtre de Victor Noir par un cousin de l'empereur, Pierre Bonaparte, et, plus tard, lors de son procès en Haute cour et de son acquittement. Les résultats du plébiscite du 8 mai: approbation de la politique impériale par 7 350 000 oui contre 1 540 000 non, sont bien accueillis par l'ensemble de la population de Soissons où prédomine une bourgeoisie conformiste. Dans la ville même, il n'y a eu que 194 non pour 1 744 oui et le conseil municipal s'est empressé d'envoyer une adresse à l'empereur. Par contre, les grèves qui éclatent au Creusot sont mal jugées. A la mi-juin, l'un des thèmes dominants des conversations est fourni par la sécheresse persistante qui provoque de l'inquiétude pour les récoltes. Le correspondant à Paris du *Progrès de l'Aisne* écrit le 22 juin: «Nous n'avons, du reste, en ce moment à nous occuper que de petits événements à défaut de grands».

### **Les débuts de la guerre et leurs conséquences à Soissons (15 juillet-8 septembre)**

Soudain, au début de juillet, la crise éclate. La candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne fait l'effet d'une bombe allumée par Bismarck et *Le Progrès de l'Aisne* pose la question: «Est-ce la guerre?» Les articles belliqueux prennent très vite le pas sur les propos apaisants: «Il faut en finir», lit-on dans le même journal le 12 juillet. Il s'agit là d'une véritable mise en condition du public dont on flatte le chauvinisme viscéral. Mais à mesure que monte la tension, l'inquiétude grandit dans les milieux d'affaires et, à la Bourse, la rente 3 % baisse de 72,80 F le 5 juillet, à 68 le 11 et à 66,50 le 16 quand la guerre est déclarée. A Soissons, aux dires d'un témoin, la presse locale, qui annonce la guerre et publie la proclamation justificatrice de l'empereur, «est chaleureuse, entraînante, pleine d'une juste ardeur». En ville règne une animation inhabituelle et, si l'excitation

est moindre qu'à Paris, les conversations se passionnent rapidement à l'évocation d'une marche de nos armées sur Berlin. Les stratèges en chambre se croient en 1806, oubliant que, depuis, il y a eu Sadowa. Les manifestations patriotiques se succèdent. Au soir du 18 juillet, à la sous-préfecture, pour marquer la fin de leurs travaux, un grand banquet réunit les conseillers d'arrondissement qui adressent à l'empereur leurs vœux pour la gloire de nos armes. Le 20, dans la matinée, le départ du 15<sup>e</sup> de ligne, qui doit rejoindre Thionville, fournit à la population l'occasion de montrer son patriotisme : une foule enthousiaste accompagne les soldats jusqu'à la gare. Au buffet, le sous-préfet venu pour saluer le régiment, porte un toast aux officiers et à leur colonel qui sera bientôt tué dans les combats sous Metz. Deux jours plus tard, arrivent les premiers éléments de deux régiments, les 91<sup>e</sup> et 93<sup>e</sup> de ligne de la division Lafont-de-Villiers, éléments du 6<sup>e</sup> corps d'armée commandé par le maréchal Canrobert qui s'illustrera à Saint-Privat. Le matériel de campement étant insuffisant, une partie de ces troupes est logée dans les casernes et chez l'habitant, tandis que le reste s'installe dans des tentes montées sur le glacis nord et sur le Mail ainsi que dans les communes au sud et à l'est de Soissons, jusqu'à Vailly. Très vite, cet afflux de soldats provoque un renchérissement des vivres, surtout de la viande ; il faudra menacer les spéculateurs de sanctions et prendre des mesures sévères pour empêcher les soldats de faire du trafic avec leurs rations.

C'est à ce moment, le 23 juillet, que la place de Soissons reçoit du directeur de l'artillerie de La Fère l'ordre de procéder sans délai, mais aussi sans précipitation, à son armement. Cela représente de très importants travaux : aménagement des emplacements de tir, installation des pièces sur l'enceinte, confection des charges, alors que le chef d'escadron Roques-Salvaza, responsable de l'artillerie, manque de personnel qualifié. Après bien des réclamations, La Fère enverra, le 14 août, le personnel d'une batterie de complément du 8<sup>e</sup> d'artillerie, soit 2 officiers, 8 sous-officiers, 7 brigadiers, 7 artificiers et 50 servants. Ce sera tout ; aussi le concours d'anciens artilleurs volontaires sera-t-il le bienvenu.

La division Lafont-de-Villiers devait rapidement recevoir son complément d'équipement à Soissons mais, les services d'intendance étant débordés et les voies ferrées bloquées par une mobilisation difficile, rien n'est encore arrivé lorsqu'elle quitte la ville le 2 août. Le matériel attendu ne parviendra à Soissons que six jours plus tard, accompagné de plusieurs wagons de pain moisi !

Du 2 au 11 août, il ne reste plus en ville que la garde nationale sédentaire qui a, de ce fait, un lourd service à assurer. Au début, cette absence de troupes n'inquiète pas ; les logeurs sont même plutôt soulagés tant il est vrai que l'habitant aime le soldat qui n'est pas sous son toit. Le 3 août est jour de joie : la ville est pavoisée pour la « victoire » de Sarrebruck. On ne se lasse pas d'en lire le compte rendu et le « courage » du prince impérial – « Louis a conservé une balle qui est tombée tout auprès de lui. Il y a des soldats qui pleuraient en le voyant si calme » – fait l'émerveillement de tous. Toutefois, dans l'euphorie du moment, ceux qui souffrent ne sont pas oubliés : un mouvement de solidarité se manifeste en faveur des soldats blessés, d'abord par l'ouverture de souscriptions, dont celles de *L'Argus* et du *Progrès*, puis, après les grandes batailles très meurtrières, par



la création d'ambulances privées qui rendront de grands services lors de l'investissement. Dans sa séance du 5 août, le conseil municipal décide de consacrer aux blessés la somme réservée à l'organisation de la fête de l'empereur, le 15 août. De leur côté, les élèves du collège, avant leur départ en vacances fixé au 20 août, donnent un concert au profit des blessés de l'armée du Rhin.

Tandis que se déroule le premier tour de scrutin des élections municipales, dans la soirée du 6, les Soissonnais éprouvent une amère déception à l'annonce de la « surprise » de Wissembourg et la représentation théâtrale prévue pour le lendemain dimanche est annulée. Deux jours plus tard, une douloureuse stupeur s'empare de la population à la lecture des dépêches du quartier général de Metz relatant, bien qu'en termes aussi voilés que possible, les deux graves défaites subies le 6 par Mac-Mahon en Alsace, à Fröschwiller, et par Frossard en Lorraine, près de Forbach : « Mac-Mahon s'est replié en arrière de sa première ligne. Frossard a opéré sa retraite en bon ordre. Nos troupes sont pleines d'élan. La situation n'est pas compromise mais l'ennemi est sur notre territoire. L'armée s'apprête à défendre les passages des Vosges ». On commence à prendre conscience d'une menace sérieuse. Il est vrai que le département de l'Aisne est mis en état de siège et que *L'Argus* parle « d'impéritie et d'incurie » de la part du commandement. Néanmoins, la majorité des gens veulent croire à un proche redressement, d'autant qu'ils voient affluer des soldats ou du moins des hommes qui pourront le devenir une fois instruits et équipés. Il s'agit des bataillons de la garde mobile dont la formation, prévue depuis plus de trois semaines, est hâtée.

Le 11 août, le 2<sup>e</sup> bataillon groupant les jeunes gens de l'arrondissement de Soissons, est constitué, sous les ordres de l'ancien capitaine de cavalerie Carpentier. Le 12, le 1<sup>er</sup> bataillon venant de Château-Thierry est dans nos murs mais il partira quelques jours plus tard pour Paris. Le 17, le bataillon de Vervins, le 6<sup>e</sup> commandé par M. de Fitz-James vient grossir la garnison qui s'augmentera encore, dix jours plus tard, des 1 600 hommes du dépôt du 15<sup>e</sup> de ligne venant de Laon et dont le chef est le major Denis. Sur réquisition du ministre de l'intérieur, des pompiers soissonnais doivent se tenir prêts à partir pour Paris. Cette mesure est assez mal accueillie mais, finalement, après quelques tergiversations, le départ prévu n'aura pas lieu.

Le jour du 15 août, les habituelles festivités sont réduites au défilé du bataillon de Soissons de gardes mobiles et, à la cathédrale, l'évêque remplace le traditionnel Te Deum par une fervente prière à Dieu « pour qu'il n'abandonne pas la France », prière à laquelle s'associe une assistance particulièrement nombreuse.

Bientôt l'écho des combats livrés autour de Metz parvient à Soissons. Ils sont présentés comme autant de succès : à Borny, le 14, « après une lutte de quatre heures, les Prussiens ont été repoussés avec de lourdes pertes », le 16, « entre Doncourt et Vionville, l'ennemi a été repoussé et nous avons passé la nuit sur les positions conquises » et le 18 au soir, alors que les troupes de Canrobert, faute de soutien, doivent abandonner Saint-Privat après une lutte acharnée, la dernière dépêche de Bazaine est ainsi conçue : « J'arrive du plateau, l'attaque a été vive. En ce moment, sept heures du soir, le feu cesse ; nos troupes sont constamment restées

sur leurs positions ». Traduisant le sentiment quasi général, le rédacteur du *Progrès* peut écrire : « C'est la revanche. Enfin, nous respirons ». Même lorsqu'il apparaît qu'à la suite de ces rencontres l'armée de Bazaine, la principale force française avec ses 190 000 hommes, a été ramenée sous Metz et encerclée, on se persuade qu'il s'agit là d'une feinte, que le maréchal a son plan et que, de toutes façons, le blocus a l'avantage d'immobiliser les deux plus puissantes armées allemandes.

Pourtant, dans la dernière décade d'août, l'optimisme résiste mal à l'absence de toute nouvelle officielle ; l'atmosphère s'alourdit, les gens deviennent nerveux et fort crédules. Les bruits les plus extravagants courent : le 23, on parle d'une grande victoire qui va retourner le cours de la guerre mais l'exaltation ne dure guère car on n'en aura jamais confirmation et pour cause. Ce qui semble sûr, par contre, et inquiète de plus en plus, c'est le déferlement irrésistible des forces ennemies : Nancy occupé le 13 août, Commercy le 20, Saint-Dizier le 21, Verdun investi le 24. Des patrouilles de cavalerie sont à Châlons-sur-Marne le 24 et à Epernay le 26, or, de Châlons à Soissons il y a juste 100 kilomètres et d'Epernay, 70 seulement !

Le lieutenant-colonel de Nouë, commandant de place et le conseil de défense (chef d'escadron Roques-Salvaza, commandant l'artillerie, le chef de bataillon Mosbach, le génie, le major Denis, le dépôt du 15<sup>e</sup> et le lieutenant-colonel Carpentier, les deux bataillons de mobiles) n'ont pas attendu des menaces aussi précises pour prendre les mesures de sécurité qui s'imposent. Depuis le 19 août, les portes de la ville, à l'exception de celle de Reims, sont fermées de 10 heures du soir à 4 heures du matin. Peu après, des patrouilles sont organisées pour une reconnaissance méthodique du terrain et la garde des voies ferrées, dans un rayon de plusieurs kilomètres autour de Soissons. Un malencontreux coup de feu tiré par une de ces patrouilles dans le bois de Sainte-Geneviève provoquera, quelques jours plus tard, une belle panique aux cris de « les uhlans sont à la gare ! » En quelques instants, le marché et les rues se vident, chacun rentrant au plus vite chez soi se mettre à l'abri. La gare est mise en état de défense et son personnel reçoit fusils et cartouches. On commence aussi l'abattage des arbres, des haies et de tout obstacle susceptible de gêner les vues ou le tir depuis les remparts, ce qui ne va pas sans de vives récriminations de la part des habitants des faubourgs.

De son côté, le maire, Paul Deviolaine, qui désirait se retirer avant les élections mais que les circonstances avaient conduit à rester en place, se préoccupe du ravitaillement de ses administrés ; il demande aux boulangers d'avoir au moins un mois de farine, aux habitants de faire provision de denrées de première nécessité, pain excepté, pour une durée égale et invite les cultivateurs des environs à envoyer du bétail sur pied qui sera parqué en ville.

Afin d'activer la mise en défense de son département, le préfet multiplie les circulaires à toutes les autorités ; celle du 18 août insiste pour « qu'on hâte l'instruction des hommes ! » (les mobiles), quant à celle du 27, elle appelle à la résistance par la guérilla : « qu'on entrave la marche de l'ennemi, qu'on coupe ses communications et ses convois, qu'on soustraie à ses réquisitions tout moyen d'alimentation et de transport. L'ennemi se brisera devant le patriotisme de tous. Il n'est pas d'épreuves qu'un peuple viril ne puisse surmonter ».

Enfin, le général de Wimpffen, originaire de Laon, passant à Soissons fin août pour aller prendre le commandement du 5<sup>e</sup> corps qu'il rejoindra à Sedan, juste avant d'avoir à apposer sa signature sur l'acte de capitulation, lance un appel à ses concitoyens : « Aux armes, braves habitants de mon département ! ».

Ces patriotiques exhortations susciteront bien des dévouements mais il est des Soissonnais qui préfèrent se mettre en sécurité en quittant la ville pour gagner des régions moins menacées. Ainsi débute un exode qui, s'il n'est pas comparable à celui que nous connûmes en 1940, ira s'amplifiant après le désastre de Sedan, lors du reflux des troupes vaincues à travers le Soissonnais. On verra alors surtout des paysans se mettre en route, par milliers, avec leur bétail et ce qu'ils peuvent sauver de leur mobilier sur des chariots, chercher refuge dans les nombreuses carrières de la région ou dans les forêts, particulièrement dans celles de Villers-Cotterêts et de Compiègne. Ces longues théories de réfugiés que l'on empêche de pénétrer en ville n'en ont pas moins une influence néfaste sur le moral de la population.

Auparavant, pour la dernière fois, trois jours durant, les 27, 28 et 29 août, les Soissonnais vont profiter du spectacle réconfortant des troupes bien équipées, acheminées rapidement par chemin de fer vers le champ de bataille. Ils sont nombreux à se rendre à la gare pour prodiguer leurs encouragements aux partants. Il s'agit du 13<sup>e</sup> corps du général Vinoy, formé à Paris et envoyé en hâte comme renfort à Mac-Mahon qui marche sur Montmédy afin d'y donner la main à Bazaine. Pour assurer une marche régulière aux très nombreux convois nécessaires au transport de 28 000 hommes, de 2 500 chevaux, de tout l'équipement et du matériel d'artillerie, le service des voyageurs a été totalement supprimé entre Paris et Laon. En effet, la ligne directe par Reims étant coupée au-delà de Rethel, les trains doivent passer par Laon et Hirson, itinéraire plus long et beaucoup plus lent. Il en résultera un retard qui, en empêchant le 13<sup>e</sup> corps de dépasser Mézières et de faire sa jonction avec l'armée de Mac-Mahon, le sauvera de la nasse de Sedan.

Moins d'une semaine après, le 13<sup>e</sup> corps n'ayant échappé à l'étreinte de l'ennemi qu'au prix de quatre jours de marches forcées et de la perte d'une partie de son matériel, repasse à Soissons, se repliant rapidement sur la capitale, incapable de faire front. La division d'Exea, partie de Reims la veille, pressée par les forces du grand-duc de Mecklembourg, stationne en ville le lundi 5 septembre ; ces soldats en débandade, souvent pris de boisson, se livrant à l'occasion au pillage et criant à la trahison, portent atteinte au moral de la garnison ; des désertions et des actes graves d'insubordination se produisent, surtout parmi les fantassins du dépôt et il faut l'énergique intervention du major Denis pour en limiter les conséquences et rétablir une certaine confiance.

La retraite précipitée du corps de Vinoy confirme le désastre de Sedan auquel bien des Soissonnais avaient peine à croire. Les bruits les plus contradictoires ont couru sur le sort de l'armée de Mac-Mahon. Ne disait-on pas que si, le 30 août, le 5<sup>e</sup> corps encore commandé par Faily avait subi un échec à Beaumont, Mac-Mahon avait ensuite pris une éclatante revanche, mettant l'armée du prince royal de Prusse en pleine déroute et lui enlevant 90 000 hommes tandis que des

voyageurs venant de Laon y avaient entendu affirmer que Mac-Mahon avait été refoulé sous les murs de Sedan. Dans la soirée du 5, le sous-préfet, baron de Baral, très attaché à l'Empire – dès qu'il a connaissance de la proclamation de la République, il démissionne mais reste en poste jusqu'à l'arrivée de son successeur – donne connaissance de la circulaire de Gambetta dans laquelle celui-ci affirme la volonté du gouvernement de la Défense nationale de poursuivre la lutte jusqu'à ce que l'ennemi soit chassé du sol français. La réaction des Soissonnais est mitigée ; dans leur majorité, s'ils jugent méritée la déchéance de Napoléon III, responsable du conflit, ils comprennent assez mal que, l'empereur disparu, la guerre continue et cela, juste au moment où ils vont s'y trouver directement plongés. Cette seule considération suffit à faire accueillir plutôt fraîchement la nouvelle équipe au pouvoir.

Le 6 septembre, le général de Liniers prend le commandement de la place mais l'encre de sa proclamation est à peine sèche qu'il quitte Soissons, appelé à d'autres fonctions. Les Soissonnais ont alors le sentiment d'être abandonnés, d'autant qu'en fin de journée, hormis les 30 sapeurs que le général d'Exea a mis à la disposition de la place, tous les soldats du 13<sup>e</sup> corps ont repris la route de Paris. Il ne reste donc plus aucune force organisée pour s'opposer à l'avance de l'armée allemande qui vient d'occuper Reims ; seuls quelques fuyards, échappés de Sedan, rallient encore Soissons. Parmi eux, quelques artilleurs serviront très utilement pendant le siège. Toujours redoutable, la prise de contact avec l'ennemi s'annonçant très proche, le conseil municipal décide de siéger désormais en permanence.

Dans l'éventualité d'une prise d'armes, des lieux de rassemblement sont fixés aux quatre compagnies de la garde nationale sédentaire aux ordres du commandant Possoz : 1<sup>ère</sup> compagnie, Grand'place, 2<sup>e</sup>, rue de l'hôpital à hauteur de la rue de Panleu, 3<sup>e</sup> face à l'église Saint-Waast, 4<sup>e</sup>, sur la place de la cathédrale. En prévision des incendies que ne manquera pas de provoquer le bombardement, les six pompes destinées à les combattre sont réparties dans les différents quartiers et le maire fait connaître à la population les mesures qu'il convient de prendre dans chaque maison, du débarras des greniers à la mise en place de sacs de sable et de seaux d'eau pour combattre le feu et en limiter l'extension. Très vite, les pompiers ne suffiront plus à la tâche.

C'est encore le 6 que sont exécutées plusieurs mesures de dernière heure : les ponts-levis des portes sont levés en permanence, supprimant la libre circulation entre la ville et l'extérieur, les premières explosions annonçant la destruction d'ouvrages d'art retentissent tandis que le génie achève de monter le barrage sur l'Aisne. Le pont du chemin de fer sur la rivière et le ponceau sur le chemin de Saint-Médard sont les premiers touchés ; sont également sacrifiés dans les jours suivants les tunnels de Vauxaillon et de Vierzy – celui-ci incomplètement obstrué – les ponts de Pasly, de Pommiers, de Missy et même la passerelle du Mail, en face de Saint-Léger, destruction aussi parfaitement inutile que celle du ponceau de Saint-Médard. Par contre, comme pour témoigner du désordre qui règne, certains ponts qui seront très utiles aux Prussiens, tels que celui de Vailly, restent intacts. Le barrage dont on peut encore voir l'épaulement de pierre sur la rive

droite de l'Aisne, devant l'établissement de bains, en élevant le niveau de la rivière, provoque une inondation qui atteint sa plus grande étendue le 10 septembre ; elle recouvre alors la plaine du bas de Villeneuve et de Saint-Médard jusqu'à la route de Laon et remplit les fossés de la place à l'exception de ceux du sud-ouest qui restent secs et constituent une zone plus vulnérable que les assiégeants choisiront pour ouvrir la brèche. Cette inondation est complétée par celle de la Crise que barre un batardeau placé sous le pont de l'avenue menant à la gare. Mais cette eau protectrice inonde beaucoup de caves, surtout dans le faubourg Saint-Waast, qui ne pourront plus servir d'abri en cas de bombardement. Une fausse manœuvre, une bouche d'égout qui n'a pas été fermée, entraîne un véritable désastre dans le quartier des rues Notre-Dame et de la Bannière ; il y a plus d'un mètre d'eau dans certains rez-de-chaussée. Il faudra de longues journées d'un travail difficile à une équipe de dévoués Soissonnais pour mettre fin à cette pénible situation

Afin d'éviter toute surprise, le génie établit, sur la tour de la cathédrale un poste de guet relié par fil télégraphique au poste de commandement et aux portes de la ville. Le lieutenant-colonel de Nouë éprouve aussi le besoin de remonter le moral de la population. Il rend publique la lettre qu'il vient d'adresser au maire qui lui avait fait part de ses craintes quant à l'efficacité des moyens de défense, tant humains que matériels : « Sous peu, la place, qui va encore recevoir trois batteries d'artillerie, va être dans un état parfait de défense. La troupe comme la garde nationale, je n'en doute pas, est animée d'un élan vraiment remarquable. Il faut donc que la population envisage avec sang-froid, et surtout avec courage, la position de l'état de siège et que, par son attitude énergique, la ville voie son nom placé à la suite de ceux de Strasbourg, Phalsbourg, Verdun, Thionville qui ont été acclamés comme ayant bien mérité de la patrie ». Notons que les trois batteries annoncées de La Fère n'arriveront jamais à Soissons : la seule qui ait été mise en route est retenue à Laon pour la défense de la citadelle qui capitulera dès le lendemain de son arrivée. Quant au commandant de place, son optimisme n'est qu'apparent.

## **Soissons au contact de l'ennemi**

### **Harcèlement par les troupes de passage (9-23 septembre)**

La ville vit dans l'attente anxieuse des Prussiens lorsqu'on apprend, le 9, la capitulation de Laon suivie de l'explosion de la citadelle et l'occupation de Vailly. Dans la soirée, un détachement de cavalerie atteint Bucy-le-Long et l'officier qui le commande oblige un habitant du village à se rendre à Soissons sous escorte, porteur d'une lettre pour le commandant de place. Parvenus seuls à la porte de Laon, le messager et le curé qui l'accompagne, avant d'avoir pu se faire connaître, sont pris pour des uhlans ; une sentinelle tire et blesse légèrement le commissionnaire. Ainsi, le premier coup de feu tiré pour la défense de Soissons atteignait un Français ! En ville où l'on croit à une attaque de uhlans, c'est un début de panique.



*L'incendie de l'hôtel-dieu (tableau du musée de Soissons).*

Le contact avec l'ennemi étant maintenant établi, quelles sont les possibilités de résistance de la place ?

La puissance de feu n'a pas changé depuis juillet : insuffisance de bouches à feu modernes et une seule chèvre d'un modèle ancien pour placer les tubes sur leur affût. Pour nous renseigner sur le personnel, nous disposons de l'état des troupes de la garnison au 10 septembre qui ne subira d'autres modifications, jusqu'à la fin du siège, que celles dues aux pertes : près de 300 morts, blessés et disparus. Soissons abrite à peu près 6000 hommes ainsi répartis : une section du génie de 30 hommes à la disposition du commandant Mosbach, moins de 400 artilleurs sous les ordres du chef d'escadron Roques-Salvaza (1<sup>ère</sup> batterie bis du 8<sup>e</sup> d'artillerie, 115 hommes, 3 batteries de mobiles du Nord, 230 hommes et une batterie de volontaires et anciens artilleurs requis, 50 hommes commandés par M. Ringuier), le dépôt du 15<sup>e</sup> de ligne fort de 1800 hommes, 3000 mobiles de l'Aisne groupés en deux bataillons, 500 gardes nationaux du bataillon de Soissons et 225 gardes nationaux volontaires. Sont à mentionner également 15 gendarmes et le corps des sapeurs-pompiers.

Mais ce nombre de 6000 ne doit pas faire illusion quant à la valeur combattive de la garnison. Les cadres – officiers et sous-officiers – font défaut, en nombre comme en qualité, et cela est particulièrement sensible dans l'artillerie : il n'y a que trois officiers vraiment qualifiés et très peu de sous-officiers et bri-

gadiers des batteries de mobiles du Nord connaissent le service du matériel qu'ils ont à utiliser. L'instruction des hommes laisse également beaucoup à désirer; c'est une conséquence à la fois du manque de cadres et de la forte proportion d'illettrés. L'analphabétisme sera générateur de nombreux incidents de tir dus à des erreurs de lecture de hausse ou d'inscriptions portées sur les charges, comme le constate le rapport du capitaine de Monery de la 1<sup>ère</sup> batterie bis, établi après le siège. Enfin, plus grave que le manque d'expérience et d'instruction, il y a l'indiscipline et « les idées de démoralisation que reçoivent de la population » les fantassins et les mobiles logés en ville; les artilleurs qui campent sur les remparts dans leurs tentes-abris sont moins contaminés; « la plupart firent consciencieusement leur devoir » écrit le capitaine de Monery. Pour rétablir l'obéissance et éviter de trop nombreux incidents souvent dus à l'ivresse, les chefs sont obligés de prendre des sanctions sévères, telle cette dégradation solennelle, sur le front de troupes massées sur la Grand'place et en présence d'assez nombreux curieux, d'un soldat condamné à la réclusion pour tentative de meurtre. Un mot aussi du manque de courage illustré par l'attitude de ce commandant de Fitz-James se faisant porter malade aux premières heures du bombardement, invisible tant qu'il dure, et miraculeusement sur pied le jour de la reddition pour recouvrer sa liberté.

Du 10 au 23 septembre, la garnison subit un harcèlement intermittent : des patrouilles de uhlans sont envoyées pour « tâter » la place par les forces qui font mouvement vers Paris et dont le gros passe généralement hors de portée de nos canons en empruntant soit les routes secondaires se détachant de la route de Reims entre Braine et Vénizel, soit celles passant par Vic-sur-Aisne pour rejoindre Villers-Cotterêts. Il semble donc que les troupes ennemies veuillent se contenter de contourner Soissons et *L'Argus* écrit : « Chaque jour qui s'écoule rend de moins en moins probable un siège ». Assertion optimiste qu'un avenir proche se chargera malheureusement de démentir.

C'est le 14, dans la matinée, que notre artillerie tire son premier obus sur des uhlans aventurés faubourg de Reims mais, durant cette période, elle aura peu à intervenir. Le même jour, dans l'après-midi, réplique prussienne : trois obus tombent vers Saint-Léger sans faire de dégâts. Mais ils incitent les Soissonnais, pris de peur, à mettre à l'abri ce qu'ils ont de plus précieux, dans leurs caves ou dans des caches qu'ils creusent et maçonnent. La municipalité, de son côté, fait transporter dans les sous-sols voûtés de l'hôtel de ville registres municipaux, manuscrits et livres rares, tableaux et tous objets de valeur afin d'éviter que se renouvelle le désastre de 1814.

Les patrouilles rapprochées et les reconnaissances lointaines se multiplient. Elles ne rencontrent pas toujours l'ennemi mais elles profitent parfois de l'effet de surprise ou d'une meilleure connaissance du terrain pour faire des prisonniers. Le 13, cinq fantassins sont capturés faubourg de Reims; le 15, dix soldats de la *Landwehr* sont ramenés de Vénizel; le 18, un petit détachement réussit à aller jusqu'à Vic et y fait sauter le pont; enfin, le 23, c'est une expédition hardie de 35 gardes nationaux contre un dépôt de remonte installé dans une ferme de Beugneux qui fait 13 prisonniers et enlève une cinquantaine de chevaux. Quatre autres Prussiens sont encore capturés près de la porte Saint-Martin; il s'agit d'un

cantinier, de sa femme et de deux soldats venant de Sermoise, égarés avec leur charrette.

Par deux fois, le 10 puis le 14, un officier prussien, envoyé par le général Alvensleben, se présente en parlementaire pour connaître les intentions du commandant de place. Chaque fois, le lieutenant-colonel de Nouë répond par un énergique refus de capituler : « La place est en parfait état de défense et la population, aussi bien que la garnison, est décidée à conserver à la France la place importante de Soissons ».

Parmi les rumeurs extravagantes qui se répandent à ce moment, il en est une qui mérite d'être rappelée : à la tête de 25 000 Kabyles, Abd El Kader aurait débloqué Bazaine et tous deux se dirigeraient à marches forcées vers Sissonne pour prendre les Allemands à revers. Disons à la décharge de ceux qui crurent à ce conte à dormir debout que les nouvelles n'arrivent plus que très irrégulièrement, par porteurs volontaires, depuis que la route de Compiègne est pratiquement coupée et que les décisions contradictoires prises par le gouvernement de la Défense nationale troublent profondément les esprits. Grandiloquente et belliqueuse, la proclamation lancée le 11 par le nouveau sous-préfet, M. d'Artigues, arrivé la veille au soir, est assez mal accueillie ; elle demande vraiment trop de sacrifices. Il convient d'ajouter que, le 8 octobre, ce même M. d'Artigues démissionnera et quittera précipitamment la ville, alors que le siège va commencer avec tous ses dangers. Un nouveau préfet, M. Anatole de la Forge, qui remplace celui qui a été emprisonné par les Allemands à la suite de l'explosion de la citadelle de Laon, s'installe le 18 à Saint-Quentin. Il fait savoir, d'ordre du gouvernement, que les conseils municipaux élus au début d'août sont dissous et doivent être remplacés par un bureau de trois membres en attendant de nouvelles élections fixées aux 25 et 28 septembre. Ce bureau provisoire, choisi parmi les conseillers qui ont obtenu le plus de voix le 7 août, est ainsi composé, après que MM. Périn, juge, et Suin, notaire, se soient récusés : MM. Dumont, entrepreneur de camionnage, Sugot, ingénieur des ponts et chaussées et Choron, avoué. Il entre en fonctions le 23, mettant fin à la longue carrière, toute consacrée au bien de ses concitoyens, de M. Deviolaine.

Le dimanche 25, sur fond sonore de canonnade, les élections ont lieu ; il n'y a guère plus de 50 % de votants. Mais, au moment où l'on va procéder au dépouillement du scrutin, un décret gouvernemental d'annulation des élections parvient à Soissons. On brûle les bulletins. Les conseillers municipaux ayant été rétablis provisoirement dans leurs fonctions, élisent un bureau de trois membres : M. Salleron, avocat, en est président, MM. Choron et Dumont, vice-présidents. Installé le 1<sup>er</sup> octobre, ce bureau restera en place jusqu'en mai 1871, dans les moments difficiles du siège et de l'occupation qui rendront sa tâche souvent ardue. Ont été également ajournées les élections à une assemblée constituante prévues pour le 2 puis le 16 octobre et qui ne se feront qu'après l'armistice.

### **Investissement progressif (24 septembre - 8 octobre)**

Revenant à la situation militaire, nous constatons que le 24 septembre marque un changement important : c'est le début de l'investissement systéma-



tique décidé par le grand-duc de Mecklembourg qui commande à Reims. Le 23, sur son ordre, les premiers éléments du corps d'investissement ont quitté Reims ; le 24, dans l'après-midi, ils s'installent à Billy et dans les communes voisines. Un bataillon de *Landwehr* éclairé par un détachement de cavalerie, s'avancant en reconnaissance vers Soissons, se heurte à des artilleurs de la compagnie de volontaires et à quelques mobiles qui coupaient des branchages sur la butte de Villeneuve pour confectionner des fascines et des gabions. Déployés en tirailleurs, combattant avec courage, nos soldats sont néanmoins refoulés derrière le passage à niveau et vers la sucrerie de Milempart. L'artillerie des remparts intervient alors tandis qu'arrivent en soutien deux compagnies de mobiles et une compagnie du 15<sup>e</sup> commandée par le major Denis qui est grièvement blessé dès le début de l'action. Cette blessure jette un certain désarroi dans le camp français et, les Prussiens mettant eux-mêmes de nouveaux effectifs en ligne, il nous est impossible de reprendre la butte de Villeneuve et de nous avancer au-delà du chemin de fer. A la nuit tombante, au terme d'«un engagement sérieux de quatre heures» (communiqué envoyé par le grand-duc de Mecklembourg à Berlin), nos forces, durement éprouvées, battent en retraite. Le docteur Vilain, parti avec quelques brancardiers pour ramasser les blessés sous la sauvegarde de la Croix-rouge, est cependant fait prisonnier et ne sera relâché que le lendemain sans avoir pu accomplir sa mission.

A la suite de cette rencontre, les Prussiens établissent leurs grand'gardes le long du chemin de fer, creusent des tranchées-abris, mettent en état de défense certains bâtiments, et, progressivement, étendent leur cordon d'investissement jusqu'à Vauxbuin en attendant des renforts. Pour faciliter leur mouvement, ils remettent en service le pont de Missy mais celui-ci est à nouveau détruit par des volontaires dans la nuit du 30 ; ils établissent aussi un pont de radeaux près de Venizel. Maintenant que l'ennemi occupe en permanence la butte de Villeneuve, Orcamps, les bois de Sainte-Geneviève et Belleu, l'artillerie de la place entre assez fréquemment en action.

Le 26, des fantassins prussiens s'avancent à l'abri des maisons du faubourg Saint-Crépin et prennent le rempart sous le feu de leur mousqueterie. Les tentatives pour les débusquer ayant été vaines, le conseil de défense décide l'incendie des premières maisons de l'école-asile de Saint-Vincent-de-Paul et de la fonderie que l'artillerie ne peut détruire. Le lendemain, le feu est mis au moyen de bottes de paille arrosées de pétrole jetées dans les bâtiments ; la nuit, des flammes rougeoient dans le ciel soissonnais et, au matin, l'opération est poursuivie. Les habitants du quartier, dont beaucoup sont déjà réfugiés en ville, n'ont pas été prévenus et n'ont presque rien pu sauver, aussi sont-ils indignés par cette mesure qu'ils qualifient de barbare. En leur nom, la commission municipale proteste auprès du lieutenant-colonel de Nouë qui répond «qu'il est dans la nécessité de faire disparaître ces obstacles dangereux par tous les moyens possibles et qu'il invite ceux des habitants des faubourgs qui n'ont pas effectué leur déménagement à le faire sans retard». Que n'avait-il pensé à lancer plus tôt cette invitation ! L'autorité militaire décide également de détruire en partie Saint-Médard mais, sur l'intervention de l'évêque, consent à épargner l'Institut des sourds-muets. Les

dégâts provoqués par ces destructions volontaires seront évalués à plus d'un million de francs, somme considérable à l'époque.

La sortie du 28 témoigne de la volonté de résistance du commandant de la place. Environ 500 hommes de la ligne et de la garde mobile accompagnés de volontaires tentent de déloger l'ennemi de la gare et du faubourg Saint-Crépin. L'attaque progresse bien dans le faubourg mais les Prussiens sont trop fortement retranchés dans la gare, derrière les tas de briques de la briqueterie de l'avenue de la Gare et dans les maisons voisines ; malgré l'appui de l'artillerie du rempart Saint-Martin, nos soldats ne peuvent dépasser les premières maisons de Saint-Lazare et doivent, après deux heures de durs combats, se replier sur la ville.

Lancé dans les derniers jours de septembre, un nouveau bobard de taille court Soissons : 100 000 Prussiens passant sur l'emplacement des carrières près du mont Valérien, au nord-ouest de Paris, auraient sauté et été ensevelis par l'effet de mines qui y avaient été placées. Hélas, beaucoup plus positives sont les nouvelles de la reddition de Strasbourg et de l'arrivée, le 1<sup>er</sup> octobre, du général Von Selchow, chargé de diriger le siège de Soissons, qui établit son quartier général à la ferme de la Carrière-L'Evêque, près de Septmonts. Il est accompagné de troupes de complément et disposera, au total, de 7 bataillons d'infanterie, de 4 escadrons de cavalerie, de 2 compagnies de pionniers et de 2 batteries de campagne, en attendant le matériel de siège qui vient d'être utilisé contre Toul jusqu'au 23 septembre. Sa première décision est de renforcer le blocus en occupant d'une part, Presles, Mercin et les abords de la route de Compiègne et, d'autre part, Crouy dont la population est menacée de représailles terribles sous prétexte qu'elle a tiré contre des soldats allemands. Il installe aussi, à la ferme de La Perrière, sur la route de Laon, un escadron de cuirassiers blancs qui pourront pousser des raids jusqu'à la route de Chauny, la seule qui soit encore relativement libre. Par cette voie parviennent encore à Soissons, d'abord un important convoi de 18 voitures de vivres, grâce à une vigoureuse attaque de diversion menée de Saint-Paul et de Vauxrot sur Crouy par quelques 1 200 hommes qui occupent un moment le village, puis, trois jours plus tard, un troupeau de 200 bœufs et 85 tonneaux de poudre envoyés par La Fère.

Le 4 octobre, profitant de renseignements qui font état de l'absence de troupes ennemies dans la région de Vailly, des soldats déguisés en paysans conduisant une charrette de poudre recouverte de fumier, réussissent à détruire le pont de Vailly. Cette destruction provoque la colère des Allemands qui se saisissent du conseiller général du canton et du maire de Vailly, accusés « d'avoir fait sauter le pont, acte criminel prévu par le 4<sup>e</sup> paragraphe de l'ordonnance royale du 21 juillet 1867 » qui est puni de mort. Amenés devant le général Von Selchow, ils ont du mal à se disculper et ne sont finalement relâchés qu'après versement, à titre d'amende des 14 489,15 F. recueillis en toute hâte auprès des Vaillysiens. Par contre, le projet d'utiliser un petit bateau à vapeur, *La Gazelle*, comme canonnière aboutit à un échec.

Aux tout derniers jours de l'investissement, on essaiera, sans beaucoup de succès, d'éloigner de la ville les nombreuses femmes, légitimes ou non, qui

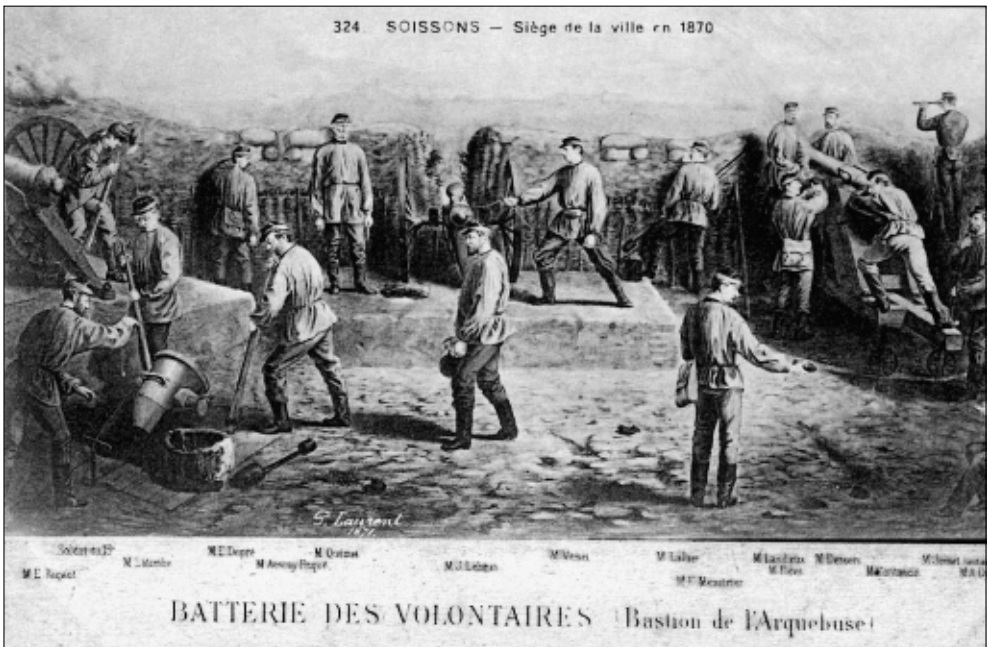
vivent avec les mobiles et exercent sur eux une influence démoralisatrice, aggravée par le dénuement de ces hommes qui va s'accroissant. En fait d'équipement, ils n'ont reçu que de mauvaises blouses et la plupart, faute de souliers, sont en pantoufles ; à un moment où les nuits fraîchissent, ils manquent de couvertures. Les demandes répétées du commandant de place à La Fère ont été vaines et les appels à la générosité de la population ont fourni des chemises, des chaussures et des couvertures mais en nombre très insuffisant. Et l'argent aussi va manquer ; on a bien demandé aux particuliers et surtout aux commerçants de verser dans les caisses publiques leurs espèces d'or et d'argent mais les fonds s'épuisent.

Peu avant le siège, une dernière tentative est faite pour obtenir un renfort de troupes, des équipements, des chaussures et de l'argent ; deux officiers de mobiles sont envoyés en mission. L'un d'eux, le lieutenant-colonel Carpentier, reçoit du général Espivent qui commande à Lille, des effets, du linge, des chaussures et 250 000 francs. Mais il est trop tard, il doit tout abandonner en route pour rallier Soissons, au prix des plus grandes difficultés, le soir de la capitulation. L'absence de ces deux officiers pendant le siège sera vivement reprochée au lieutenant-colonel de Nouë par le conseil d'enquête chargé, après la guerre, d'examiner le cas des places qui ont capitulé.

### **Le siège (9-15 octobre)**

Le 9 octobre, *L'Argus soissonnais* et le *Progrès de l'Aisne* cessent de paraître et on peut lire dans ce dernier numéro du *Progrès* : « Les Prussiens nous cernent de toutes parts ». De fait, ce même jour, de grand matin une colonne de 400 hommes se met en route pour conduire une cinquantaine de prisonniers à Chauny d'où ils doivent être acheminés vers le Nord. Arrivée sur le plateau au-dessus de Cuffies, la petite troupe se heurte à des cavaliers puis à des fantassins qui l'arrêtent par une fusillade nourrie et les obligent à faire demi-tour et à ramener les prisonniers au petit séminaire où ils étaient logés. Descendant du plateau, les forces ennemies occupent Cuffies et la verrerie de Vauxrot où le travail cesse, puis le village de Pasly, rejoignant enfin le détachement qui, la veille au soir, a traversé l'Aisne sur des radeaux et pris pied dans Pommiers. Maintenant, le blocus est total.

L'occupation de Pommiers est à l'origine d'un des épisodes les plus dramatiques de la guerre. Dans la nuit du 8 au 9, des gardes nationaux et des volontaires venus de Pasly et de Vauxrezis ont ouvert le feu sur les Prussiens qui s'installaient dans Pommiers, sans d'ailleurs leur causer de pertes. Sans tarder, le colonel Von Krohn, chef de l'unité attaquée, saisit des otages parmi la population de Pommiers, notamment le maire, le curé et l'instituteur et menace de les faire exécuter ; puis, sur dénonciation d'habitants de Pommiers et de Vauxrezis, le 10, il donne ordre de fusiller, sur la colline de Pasly, deux habitants de cette commune dont l'instituteur Debordeaux, et le 11 après un simulacre de jugement, il fait procéder, dans le parc du château de Vauxbuin, à l'exécution de trois habitants de Vauxrezis dont l'instituteur Poulette. Connue à Soissons dans la soirée du 11, la



*La batterie des volontaires du bastion de l'Arquebuse (coll. SAHS).*

nouvelle de ces deux drames y suscite à la fois l'épouvante et l'indignation tant la conduite du colonel allemand paraît cruelle et injustifiable.

Pour venir rapidement à bout de la résistance de Soissons, les assiégeants ont un plan, que nous connaissons bien grâce au rapport du major Gartner, officier du génie, chargé de la surveillance du matériel de siège dont il a aussi assuré le difficile acheminement. «Le colonel Braun, commandant du génie, indique la marche suivante :

- 1<sup>er</sup> - éteindre le feu de l'artillerie de la place.
- 2<sup>e</sup> - ruiner la ville par un bombardement auquel les mortiers prendront la plus grande part.
- 3<sup>e</sup> - ouvrir une brèche afin d'abattre le moral de la garnison et de fournir au commandant un prétexte suffisant pour capituler»

Entre le 3 et le 6 octobre, des reconnaissances méthodiques ont été conduites sur l'arc de cercle que forment les positions occupées par les Prussiens au sud de l'Aisne afin de déterminer l'emplacement le plus favorable pour les batteries et le secteur des remparts où sera ouverte la brèche. Le 6, les commandants de l'artillerie et du génie se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

- 1<sup>er</sup> - l'attaque portera sur le rempart du sud-ouest, voisin de Saint-Jean-des-Vignes, dont le fossé est sec et qui est facilement battu des hauteurs de Presles et même de Sainte-Geneviève.
- 2<sup>e</sup> - 44 canons et mortiers, de siège et de campagne, seront répartis entre huit batteries dont sept établies en position dominante par rapport à l'objectif, à une distance variant de 1 800 à 2 300 mètres des points à battre, deux près de la ferme de Sainte-Geneviève et cinq au flanc de la montagne de Presles, posi-

tion déjà utilisée par les Russes en 1814. La 8<sup>e</sup>, une batterie de mortiers français, capturés à Toul ou à Marsal, est installée à moins de 1 100 mètres de la ville, près de la route de Fère-en-Tardenois, à l'abri du talus de la voie ferrée. Notons qu'il y aura aussi une batterie de campagne à La Perrière, mais elle ne peut atteindre Soissons.

L'acheminement de ce matériel jusqu'aux parcs de Vignolles, pour le génie, et de Courmelles, pour l'artillerie, subit quelque retard dû au mauvais état de la voie ferrée entre Toul et Reims et aux difficultés du transport par route de Reims à Soissons qui exige la réquisition de 2 000 chevaux et de 700 voitures de tous types, dont les conducteurs manifestent très peu de bonne volonté. Ce n'est donc que le 11 que canons et mortiers sont mis en place et approvisionnés en munitions. Cette mise en place, comme l'aménagement des positions de batterie, s'est effectuée en grande partie la nuit «sans grands dommages, l'assiégé se contentant, malgré un superbe clair de lune, de lancer quelques boulets» écrit le major Gartner.

Si les artilleurs soissonnais ne peuvent que gêner, sans l'empêcher, l'installation des batteries allemandes, ils n'en sont pas moins très vigilants et, par des tirs fréquents, s'opposent aux mouvements adverses. On estime à près de 1 200 le nombre de projectiles qu'ils ont tiré dans les jours qui précèdent la phase finale du bombardement. Le lieutenant-colonel de Nouë proposera au conseil de défense d'effectuer une sortie pour attaquer par surprise et désorganiser les positions de la montagne de Presles où se concentre la plus grande puissance de feu, mais il ne sera pas suivi; le capitaine remplaçant le major Denis au commandement du 15<sup>e</sup> de ligne et les officiers de mobiles, par pusillanimité et manque de confiance dans leurs hommes, parlent d'échec et même de débandade. Le commandant de la place doit donc renoncer à son projet et limiter le concours des fantassins à quelques patrouilles anodines et au service des remparts. Encore ce service laissera-t-il beaucoup à désirer, trop d'hommes se dispensant d'assurer les relèves pour lesquelles ils ont été désignés; ils préfèrent rester à l'abri en ville plutôt que d'aller s'exposer sur les remparts. Jusqu'à la capitulation, les opérations vont se borner à peu près exclusivement à un duel d'artillerie, duel inégal dans lequel les Prussiens disposent d'un matériel nombreux, moderne (la plupart des pièces se chargent par la culasse), servi par un personnel parfaitement entraîné et encadré, tandis que les assiégés n'ont à leur opposer que des bouches à feu à tir plus lent, moins nombreuses – une trentaine contre 44 – dont les servants manquent d'encadrement et doivent souvent remplacer la qualification par le dévouement. Et pourtant, aux dires mêmes du major Gartner, l'artillerie de Soissons fera bonne contenance: «A certains moments, le feu de la place devient si violent que nous avons à peine le temps d'inscrire les coups» ou «le front sud-est de la place [...] tire avec une précision telle que la situation des batteries de Sainte-Geneviève devient fort critique».

Le mercredi 12, peu avant six heures, beaucoup de Soissonnais sont brutalement réveillés par l'explosion des premiers des quelques 8 300 projectiles prussiens du bombardement final. A titre de comparaison, signalons qu'au cours de leur siège, Strasbourg en reçut 202 000, Belfort 112 000, Paris 110 000, Thion-

ville 16 700, Verdun 8 100, Toul 5 000, Phalsbourg 3 300, et La Fère 1 800. Après le triple hurra de rigueur en l'honneur du roi de Prusse, toutes les batteries sont entrées en action. Les premiers coups tombent sur les bâtiments de l'Arsenal, sur le magasin à fourrage où se déclare un incendie et sur le cavalier dominant le bastion voisin de l'arsenal, détruisant plusieurs tentes d'un campement d'artilleurs. Quelque peu décontenancés, les canonniers qui buvaient leur café se réfugient dans les casemates mais le commandant Roques-Salvaza et le capitaine de Monery interviennent rapidement pour les ramener à leurs postes de combat, si bien qu'à six heures et demie, la riposte est engagée et gagne bientôt en vigueur et en précision. Les effets du tir prussien sur les remparts sont rapidement sérieux puisqu'à midi près d'une dizaine de pièces ont leur affût brisé et plusieurs hommes sont blessés. L'ouvrage à cornes est durement touché et perd le sous-officier qui le commandait. C'est seulement vers six heures du soir que le tir des assiégés ralentit puis cesse presque complètement.

En ville, dès les premiers instants du bombardement, beaucoup de Soissonnais se sont réfugiés dans leur cave et n'en bougeront pas de la journée. Ceux qui ont besoin de sortir rasent les murs, tendent l'oreille et, à chaque sifflement ou explosion, se blottissent dans une encoignure ou dans un couloir, les portes restant entrouvertes à la demande de la municipalité. Seuls quelques intrépides, inconscients du danger, s'aventurent dans la zone bombardée pour se rendre compte des dégâts ; des immeubles voisins de l'arsenal ont été touchés ainsi que la petite caserne, transformée en ambulance dès le mois d'août.

Du côté prussien, les dégâts ont été minimes et les servants, fatigués par cette longue journée de tir, vont pouvoir se reposer tandis que nos artilleurs du secteur attaqué, non seulement ont eu leurs cuisines et quelques unes de leurs tentes détruites, mais doivent passer une partie de la nuit aux travaux de remise en état des emplacements de pièces atteints et du matériel endommagé. Le remplacement des affûts brisés est d'autant plus difficile que l'on ne dispose que d'une seule chèvre.

Pour le deuxième jour, le bombardement recommence dès six heures du matin, encore plus dense que la veille ; sans doute, l'assiégé espère-t-il ainsi venir plus rapidement à bout de la résistance soissonnaise. Outre le rempart du sud-ouest où s'ouvre un début de brèche, l'arsenal, la manutention, le couvent de la Croix, la grande caserne et même l'hôpital général paraissent être les objectifs de prédilection de l'ennemi. Les pièces françaises donnent la réplique avec entrain mais, dans la matinée, la mise hors de combat du capitaine de Monery et de deux sous-officiers, porte un rude coup à la défense.

Vers trois heures de l'après-midi, le tir des Prussiens cesse ; le grand-duc de Mecklembourg, qui a installé son quartier général à Buzancy, estimant la résistance de Soissons suffisamment ébranlée, envoie un parlementaire à la porte Saint-Martin. Il est immédiatement conduit auprès du lieutenant-colonel de Nouë qui refuse d'entendre les conditions de reddition qui lui sont offertes mais charge l'officier de transmettre au grand-duc une protestation contre le bombardement des hôpitaux et des ambulances. La venue de ce parlementaire vaut près de trois heures d'accalmie aux Soissonnais qui, espérant déjà voir la fin de leurs épreu-

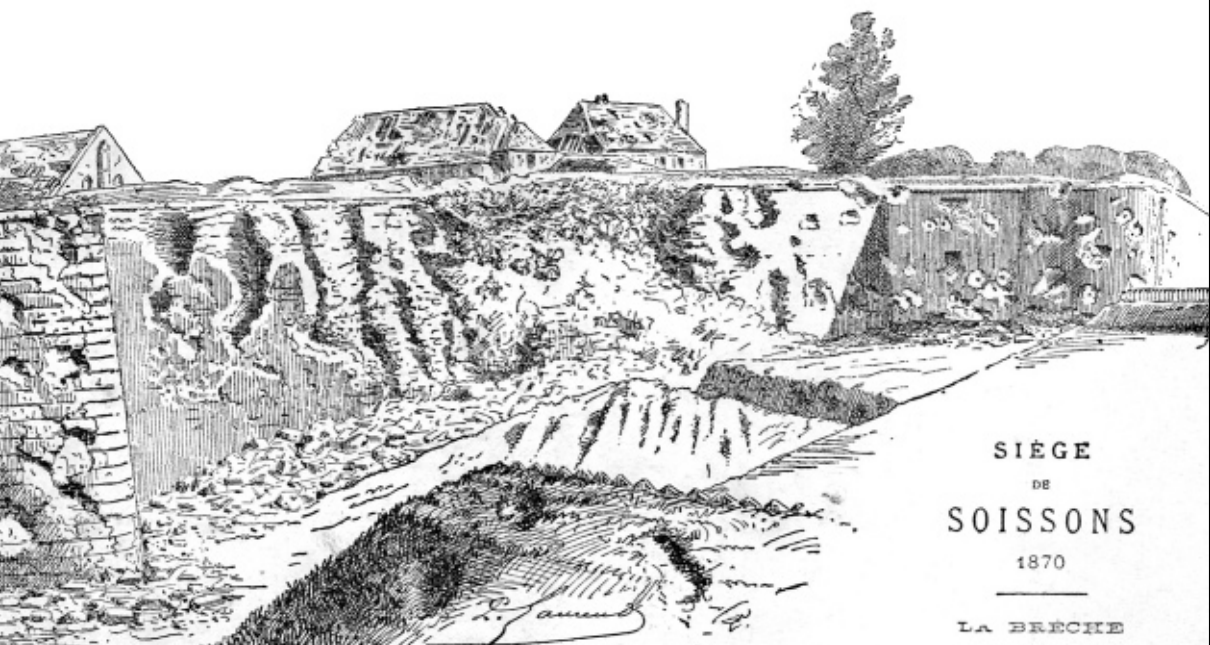
ves, sont assez déçus lorsque la canonnade reprend. A nouveau, les bombes atteignent l'hôpital général qu'un gigantesque incendie dévaste bientôt. Malgré le courage de nombreux sauveteurs laïques et ecclésiastiques, on éprouve d'énormes difficultés à évacuer les malades et les blessés vers l'hôtel-dieu et le collège. Un autre incendie éclate dans les réserves de fourrage entassées sous les tours de Saint-Jean-des-Vignes dont les pierres, qui ont subi l'atteinte des flammes, sont encore visibles. Les rues de Panleu, Saint-Jean, Saint-Rémy, et Saint-Martin sont jonchées de débris de toutes sortes : verre brisé, tuiles, ardoises, morceaux de charpente, pans de murs et gravats, et le feu ne les a pas épargnées. Plusieurs civils ont été tués ou blessés. A l'étonnement des Prussiens, comme en témoigne le major Gartner, l'artillerie de la place n'a cessé de se montrer agressive mais la journée a été très éprouvante et il devient difficile de combler totalement les pertes en hommes et en matériel. Pourtant, on va encore profiter de la tranquillité relative de la nuit du 13 au 14 pour travailler d'arrache-pied à la réparation des dommages les plus graves et à la mise en état de défense de la brèche qui s'agrandit.

Le 14, à 7 heures du matin, alors que les obus pleuvent à nouveau sur la ville depuis une heure, la commission municipale se réunit à l'hôtel de ville à la demande du bureau qui siège en permanence. L'atmosphère est lourde, la plupart des conseillers s'inquiètent des conséquences de la prolongation d'une résistance qui a déjà coûté très cher à la population civile, dans sa chair et dans ses biens. A l'issue de débats parfois houleux, une supplique est rédigée pour inciter le lieutenant-colonel de Nouë à cesser la lutte. Portée à sa connaissance, elle n'obtient qu'une réponse négative. Une démarche personnelle de M. Salleron, président de la commission municipale, tentée dans l'après-midi, connaît le même échec, le commandant de la place, sans méconnaître les sacrifices des Soissonnais, restant toujours décidé à poursuivre la résistance jusqu'en dernière extrémité.

Pendant ce temps, non seulement notre artillerie, toujours vaillante, est fort malmenée, mais les ruines s'accumulent et il n'est pour ainsi dire plus de monuments qui n'aient été atteints plus ou moins gravement. Les incendies, eux aussi, se multiplient, répandant sur la ville une âcre odeur de fumée. Enfin, la liste des civils tués ou blessés et des sans-abri s'allonge désespérément.

Mais les Prussiens ne se contentent pas de semer la terreur par le bombardement, ils préparent aussi l'assaut final ; ils creusent, de la route de Compiègne à la Crise, une tranchée se rapprochant jusqu'à 600 mètres du rempart sud-ouest et aménagent de part et d'autre du chemin de Chevreux, près du moulin Notre-Dame, un emplacement pour deux batteries de brèche à moins de 800 mètres de la courtine déjà fort endommagée. Ces deux batteries seront prêtes à entrer en action le 16 ; la capitulation signée la veille au soir rendra inutile leur intervention.

Dimanche 15 octobre : jour de la capitulation, jour noir ! A l'heure habituelle, le bombardement a repris, toujours aussi violent toujours aussi destructeur et meurtrier. Les ruines s'amoncellent dans plus de la moitié de la ville où, seuls les quartiers de la Grand'place, de l'hôtel de ville et le faubourg Saint-Waast échappent encore aux obus ennemis ; il devient impossible de loger ceux



*La brèche (coll. SAHS).*

qui ont perdu leur toit. Jamais autant d'incendies n'ont éclaté dans une même journée : 25, et les équipes de lutte contre le feu sont débordées. L'affluence des blessés et des malades, dysentériques pour un grand nombre, qu'ils soient militaires ou civils, devient telle que le personnel soignant, déjà surmené, ne suffit plus et que la place manque dans les hôpitaux et ambulances, subsistant pour partie dans des caves. Il n'est pas jusqu'aux morts qui ne posent un délicat problème, celui du lieu de leur sépulture : depuis les premiers jours de l'investissement, le cimetière, trop exposé sur la route de Compiègne, a été abandonné pour les jardins de l'hôpital mais, à leur tour, ceux-ci labourés par les obus, sont devenus impraticables. M. Salleron doit « prendre sur lui de faire creuser des fosses dans le jeu de paume » à proximité du rempart nord, pour y inhumer des « morts de cinq jours ».

Dans la matinée, le président de la commission municipale adresse un nouvel et long exposé dans lequel sont examinés tous les aspects d'une situation qui empire d'heure en heure et devient proprement intolérable : « Je ne comprend tous les sacrifices, vie et fortune, qu'à la condition de les croire utiles [...]. Je crois qu'aucune ville assiégée n'a subi avec plus de courage autant de ruines et de misères. A vous d'apprécier jusqu'à quelle limite on doit aller pour avoir bien mérité de la Patrie ». En début d'après-midi, ce sont des mobiles et quelques civils qui se rassemblent et bloquent l'impasse, au fond de la rue Richebourg, où se trouve l'hôtel de la Place, en réclamant bruyamment la cessation des combats. Ces pressions répétées et surtout l'examen lucide de la situation militaire, ébranlent la fermeté du commandant de place. Il est vrai qu'au moment où l'ennemi



redouble d'agressivité, nos moyens de résistance vont s'amenuisant ; ils ont déjà tiré plus de 15 000 projectiles et brûlé les trois quarts du stock de poudre, de nombreuses pièces sont définitivement muettes et la brèche qui atteint une trentaine de mètres, sera bientôt praticable et sa défense paraît bien difficile à assurer avec des hommes démoralisés.

A la réunion du conseil de défense qu'il tient dans le courant de l'après-midi, après avoir lu les dispositions du code militaire relatives à la reddition des places fortifiées, le lieutenant-colonel de Nouë sollicite l'avis motivé de chacun des présents sur la question de savoir s'il est encore possible et souhaitable de poursuivre la lutte. C'est en de tels moments que se révèle le caractère d'un homme : le capitaine Ballet, du 15<sup>e</sup> de ligne, dont les propos défaitistes ont, il y a peu, fait échouer une tentative de sortie, devient subitement partisan de la résistance à outrance ; le commandant Mosbach, lui, louvoie en déclarant qu'il penche pour la poursuite de la lutte « si les troupes montrent plus de ténacité et d'énergie qu'elles n'en ont montré jusqu'à lors » ; seul, le chef d'escadron Roques-Salvaza, qui a su entraîner ses artilleurs dans un combat sans merci, a le courage de voir les choses en face. L'artillerie sur laquelle repose entièrement la défense ne peut tenir au-delà de deux jours ; dans ce très court délai, aucun secours extérieur n'est possible ; il devient donc inutile et inhumain de prolonger davantage la résistance : « En conséquence, je crois que ma conscience et mon honneur m'imposent, quoiqu'à regret, un vote de capitulation ».

Vers cinq heures, à l'issue de cette pénible séance, ordre est donné de cesser le feu afin de permettre au commandant Mosbach de se rendre au camp prussien. A Vignolles, le commandant rencontre le colonel Von Krenski, chef d'état-major, puis le grand-duc de Mecklembourg qui, en raison de sa belle défense, offre à Soissons les conditions de Sedan et de Toul.

Il est plus de neuf heures du soir quand le colonel Von Krenski, accompagné du capitaine venu en parlementaire le 13, se présente au lieutenant-colonel de Nouë. La discussion pour la rédaction puis pour l'application du protocole de capitulation dure jusqu'à une heure du matin mais c'est à onze heures que l'acte lui-même a été signé, marquant la fin d'un épisode douloureux de l'histoire de notre cité. En voici les principales dispositions :

Article 1<sup>er</sup> : La place de Soissons, avec tout le matériel qu'elle renferme, sera livrée à la disposition de S.A.R. le grand-duc de Mecklembourg.

Article 2 : La garnison est prisonnière de guerre ; sont exceptés de cet article les gardes nationaux et les gardes mobiles qui habitaient la ville avant que la guerre fût déclarée.

Article 3 : En considération de la défense valeureuse de la place, tous les officiers qui engageront par écrit leur parole d'honneur de ne plus porter les armes contre l'Allemagne seront mis en liberté, conserveront leurs armes, leurs chevaux, leurs effets et leurs domestiques.

Article 4 : Demain, à deux heures, la garnison, sans armes, sera conduite sur les glacis de la porte de Reims.

Article 5 : Le matériel de guerre sera livré à trois heures par les chefs de services à une commission prussienne.

Article 6 : Tous les médecins militaires resteront pour soigner les blessés.

Article 7 : En considération de ce que la ville a souffert, elle ne subira d'autre contribution que celle de nourrir la garnison.

Immédiatement propagée parmi les troupes allemandes, la nouvelle de la capitulation y provoque une vive allégresse. Un télégramme, expédié de Venizel dès trois heures du matin le 16, l'annonce ainsi à Berlin : « Soissons vient de capituler après une défense très opiniâtre de son artillerie pendant quatre jours ».

La garnison de Soissons et la commission municipale ne sont tenues au courant que dans la matinée du 16. Très vite, les gradés se montrent incapables de maintenir la discipline ; de nombreux lignards et mobiles se répandent en ville, criant à la trahison, menaçant de tirer sur les Prussiens et, sous prétexte de ne rien laisser à l'ennemi, s'introduisent dans les magasins de vivres, attirés surtout par le vin et l'eau-de-vie. C'est dans un état d'ébriété complète que beaucoup de soldats se rendront aux Allemands en début d'après-midi. Les artilleurs, qui s'attendaient à rouvrir le feu, sont pleins d'amertume ; ils se refusent à livrer leur matériel intact et passent la matinée à le rendre inutilisable ainsi que la poudre et les munitions. Pour sa part, la commission municipale porte sans tarder la capitulation à la connaissance des habitants et leur recommande « l'attitude et le calme que réclament les tristes nécessités de la situation ». Elle s'inquiète aussi de voir l'autorité militaire laisser se développer le désordre et une exaltation qui risquent de provoquer des incidents graves ; chacun de ses membres a très présent à l'esprit le souvenir de l'explosion de la citadelle de Laon et de ses conséquences. Pour parer à toute éventualité et dégager la responsabilité des civils, son président et ses deux adjoints se rendent à la gare auprès du commandement allemand qui prend acte de la démarche et promet de n'user d'aucune représaille à l'encontre de la population.

À deux heures, comme convenu, les portes de la ville ayant été ouvertes, les sentinelles françaises cèdent la place aux sentinelles allemandes mais, à la porte Saint-Christophe, la garde en refusera l'ouverture jusqu'à trois heures. Ce sera le seul incident notable en ville.

Massés sur l'avenue de la gare, en attendant leur entrée dans Soissons, les soldats prussiens assistent au lamentable défilé de quelque 4 600 prisonniers en désordre, mal vêtus, l'air abattu. En les voyant, ils peuvent s'étonner de la résistance qu'ils ont rencontrée mais aussi mesurer notre impréparation. Pour les captifs, cette humiliation marque le début d'un long et pénible voyage, fertile en péripéties dont la première sera, le soir même, sur la route entre Hartennes et Oulchy, dans la traversée du bois Saint-Jean, une tentative collective d'évasion. Remise de sa surprise, la garde tire et tire si bien que, si à la faveur de la panique générale plus de 500 hommes recouvrent la liberté, il y a aussi d'assez nombreux tués et blessés. Après une nuit passée en plein champ, sous la pluie, le lendemain les prisonniers sont parqués à Château-Thierry qu'ils quitteront, entassés dans des wagons à bestiaux, pour un voyage de huit jours se terminant à Magdebourg.

Trois heures ! Voici le moment venu où les Soissonnais vont voir de près ces Prussiens qui leur ont fait tant de mal : le grand-duc de Mecklembourg, entouré de son état-major en grande tenue, fait son entrée dans la ville, suivi par

toutes les troupes qui ont participé aux opérations du siège : artilleurs de l'artillerie de siège de Haute-Poméranie, de Magdebourg et de Huta, pionniers du Schleswig, bataillons de *Landwehr* de Francfort, de Custrin, de Landsberg, de Waldenburg, de Brandenburg, de Ruppin, de Brenzlan et de Juterbog, grosse cavalerie d'Halberstadt. En passant sous la porte Saint-Martin, tous les hommes poussent le hurra traditionnel et chaque peloton d'infanterie prend le pas de course. En un long défilé parfaitement ordonné d'hommes à la tenue soignée, au port martial, au son aigret des fifres, les troupes gagnent la place de la cathédrale où elles acclament le grand-duc qui les passe en revue. Tout cela se déroule sous un ciel très couvert qui semble participer à la profonde tristesse des Soissonnais. La parade terminée, la majeure partie des soldats regagnent leurs cantonnements mais il reste en ville un contingent d'occupation d'environ 3 000 hommes.

### **L'occupation allemande (16 octobre 1870-23 octobre 1871)**

Avec l'installation des troupes allemandes dans Soissons au soir du 16 octobre 1870 commence une longue période d'occupation qui ne prendra fin que le 23 octobre 1871.

Très vite, les Soissonnais, libérés de la hantise des dangers que le bombardement faisait courir à leurs personnes et à leurs biens, vont connaître d'autres contraintes, non moins dures, et s'apercevoir que les Allemands n'ont rien laissé à l'improvisation dans la prise de possession et l'organisation des territoires conquis. La déroute française est à peine amorcée que Guillaume 1<sup>er</sup> s'adresse, de Saint-Avoid le 11 août, aux Français des territoires occupés par ses troupes : « Je fais la guerre aux soldats français et non aux habitants dont les personnes et les biens seront en sûreté tant qu'ils ne m'enlèveront pas, par des agressions contre les troupes allemandes, le droit de les protéger. Les généraux qui commandent chaque corps feront connaître au public les mesures qu'ils sont autorisés à prendre contre les communes et les particuliers qui contreviendraient aux lois de la guerre. Ils régleront également tout ce qui concerne les réquisitions nécessaires aux besoins des troupes et fixeront la différence des cours entre les monnaies allemandes et françaises ». Cette proclamation sera affichée dans chaque localité nouvellement occupée.

Le service de l'« Inspection générale des étapes » est chargé des questions militaires ; il doit régler et assurer dans une sécurité totale la circulation des troupes, du matériel et des approvisionnements à travers les régions conquises et dispose, à cet effet, d'un personnel spécialisé pour les chemins de fer, le télégraphe, la poste, et de contingents, pris surtout dans la *Landwehr*, pour surveiller les lignes de communications. Soissons, ville d'étape, reçoit une garnison fixe ; son premier commandant, le colonel Von Stülpnagel, a participé aux opérations du siège. Von Stülpnagel ! un nom qui évoque des souvenirs tout aussi pénibles liés à l'occupation de la France par les nazis de 1940 à 1944.

Deux gouvernements généraux se partagent l'administration civile : l'un, créé le 14 août, s'occupe de l'Alsace et de la Lorraine, l'autre, qui fonctionne

depuis le 16, siège à Reims ; il a la charge de tous les autres territoires sous contrôle allemand. C'est lui qui nomme, au fur et à mesure de l'occupation de notre département, les fonctionnaires chargés de l'administrer avec le concours des autorités françaises restées en place ou des notables désignés comme responsables. Le sous-préfet choisi pour Soissons est un Bavarois de souche française, Von Parseval, qui a de la famille à Orléans et à Senlis. En prenant possession des locaux de la sous-préfecture – il n'y a plus de sous-préfet depuis le départ précipité de M. d'Artigues le 8 octobre – il demande « une collaboration loyale aux autorités administratives françaises, voulant sincèrement pouvoir atténuer les conséquences désastreuses de la guerre ».

Effet immédiat de la reddition : le 16 octobre au soir, les Soissonnais ont à loger les troupes d'occupation. L'arbitraire qui a marqué la désignation précipitée des logeurs donne lieu à de nombreuses réclamations. Il faudra attendre la création d'une commission des logements militaires pour arriver, non sans mal, à une répartition plus équitable. De toute façon, c'est une lourde charge qu'aggrave encore l'hébergement des unités de passage et qui ne s'allègera que le jour, au début d'avril 1871, où la commission municipale, ayant fait réparer la grande caserne, obtient du commandant de place qu'il y loge une bonne moitié des effectifs. Non seulement l'habitant doit au soldat qu'il loge le lit, le feu et la lumière mais, au moins au début, il a aussi la charge de sa nourriture. Une ordonnance fixe les denrées et les quantités à fournir par jour et par homme : 750 g de pain ou 500 g de biscuit, 375 g de viande fraîche ou 166 g de lard, 125 g de riz ou 250 g de haricots ou 1,5 kg de pommes de terre, 24 g de sel, 24 g de café brûlé, 48 g de tabac ou 3 cigares, un demi litre de vin et de l'eau-de-vie. Le lard ne s'est jamais autant vendu : on peut lire, dans les annonces de la presse locale, des offres de vente de lard en tonneau, par quintal. Pour soulager les habitants peu fortunés, la commission municipale assure une partie de ces prestations par des bons à toucher au magasin municipal. Par la suite, cette charge disparaîtra, à la grande satisfaction des logeurs.

Afin d'assurer sécurité et facilité de déplacement aux soldats, le commandant de place prend immédiatement les mesures suivantes :

- 1) La commission municipale est invitée à faire débayer les rues dans le plus bref délai et faire abattre les pans de murs dangereux.
- 2) Toutes les armes, celles de chasse comprises, doivent être remises à l'autorité occupante sous peine de très graves sanctions.
- 3) Toute manifestation, tout attroupement sont interdits.
- 4) De sérieuses restrictions sont apportées à la circulation des habitants. Personne ne peut quitter la ville sans un laissez-passer de l'occupant. De huit heures du soir à sept heures du matin, un couvre-feu est décrété pendant lequel les becs de gaz resteront allumés, les fenêtres des maisons éclairées et les portes entrouvertes.

Ce couvre-feu sera assoupli puis supprimé le 10 novembre « vu l'état légal d'ordre et de tranquillité ». Il est vrai qu'il n'y a eu, en ville qu'un incident grave : fin octobre, une sentinelle de la petite caserne a été légèrement blessée par un coup de feu. Pour ce fait, la ville est condamnée à une amende de 40 000 francs

dont le règlement coûte à chaque chef de famille de 1 à 340 francs, suivant son état de fortune. Le 2 novembre, deux francs-tireurs, pris dans la forêt de Villers-Cotterêts, sont exécutés dans les fossés de la place. Quant aux incidents mineurs, ils sont assez fréquents, souvent dus à l'ivresse; ils entraînent arrestations et condamnations parfois lourdes.

Si la majeure partie de la population adopte une attitude réservée et digne, sinon hostile à l'égard des occupants, il y a aussi des « collaborateurs » et des femmes de mœurs légères qui sont au mieux avec les soldats et les officiers qui les protègent contre la vindicte de leurs compatriotes.

Se fondant sur le principe que les droits de la puissance occupante se substituent à ceux de la puissance défaillante, dès leur entrée à Soissons les Allemands font main basse sur toutes les caisses publiques. Malgré protestations et dissimulations, ils récupèrent plus de 150 000 francs. Pour la perception des impôts, leur système est simple: les services financiers qui accompagnent l'armée bloquent les différentes impositions ordinaires en un impôt unique payable mensuellement. Les maires sont responsables de sa répartition et de son paiement et le sous-préfet ne veut connaître, comme répondant dans chaque canton, que le maire du chef-lieu. Les rapports entre le président de la commission municipale et Von Parseval, ou son successeur, sont souvent rendus difficiles du fait de cet impôt. Il faudra de nombreuses discussions et de subtils marchandages pour que M. Salleron obtienne que ne soient payées que les sommes strictement dues et que soit respectée intégralement la clause des préliminaires de paix qui rend à l'administration française l'établissement et la perception des impôts. Autre source de revenus non négligeable: l'amende qui est infligée pour des motifs les plus divers comme les plus futiles, surtout dans les premiers temps de l'occupation. A plusieurs reprises, invoquant l'article 7 de l'acte de capitulation qui exempte la ville de toute contribution extraordinaire, le président de la commission municipale réussira à faire réduire le montant de la somme exigée et même à faire annuler l'amende.

Pour se procurer le matériel ou les locaux nécessaires à leur installation, les Allemands ont largement recours, à tous les échelons, aux réquisitions. D'une infinie variété, ces réquisitions qui s'abattent sur la ville dès les premiers moments de l'occupation, s'accompagnent assez fréquemment d'une mise en demeure de caractère comminatoire. En dépit des protestations de la municipalité, il devra être satisfait à plus de 1 500 d'entre elles, d'un montant global supérieur à 200 000 francs pendant la durée de l'occupation. Hébergement des troupes, amendes et réquisitions coûtent fort cher à la ville qui doit, pour faire face à ces obligations exceptionnelles, contracter plusieurs emprunts, dont un de 200 000 francs le 15 janvier.

L'occupation entraîne aussi la perte de toute liberté d'expression. Au début, l'information est entièrement aux mains de l'administration allemande; aucune réunion ne peut être tenue, aucun journal n'a le droit de paraître et, seul, le *Moniteur du Gouvernement général de Reims* donne des nouvelles et fait connaître les décisions des autorités civiles et militaires. Le 8 novembre, les deux feuilles locales sont autorisées à paraître, d'abord sur petit format, à condition

que leurs articles n'aient pas de caractère politique et qu'elles fassent place aux communiqués du *Moniteur de Reims*. Leurs rédacteurs doivent d'ailleurs soumettre leur prose à la censure allemande, ce qui entraîne, dans le corps de certains articles, des blancs de taille variable. *L'Argus Soissonnais* va même jusqu'à suspendre sa parution du 6 décembre au 3 février : « La nécessité absolue de taire ce que nous aurions à dire nous fait un triste devoir de nous renfermer dans un triste silence ». Après la signature des préliminaires de paix, le 2 mars 1871, les censeurs exercent encore leur activité ainsi qu'en témoigne cette réflexion du *Progrès de l'Aisne* du 8 mars : « On peut s'étonner de ne pas retrouver dans notre journal cette liberté d'allure d'autrefois [...]. Bien qu'en paix, nous sommes encore, tout comme en temps de guerre, soumis à la censure prussienne [...]. Saint Milliard délivrez-nous ! » Cette invocation fait allusion à la clause des préliminaires selon laquelle le département ne sera libéré qu'après paiement des deux premiers milliards de l'indemnité de guerre.

Quand la correspondance peut à nouveau circuler, elle est acheminée sous contrôle prussien, les lettres n'étant admises qu'ouvertes. C'est seulement à la mi-février qu'elles pourront être closes et la poste française reprendra son service environ un mois plus tard. A peu près au même moment, le service des voyageurs est rétabli sur la ligne de Soissons à Paris

Le 8 février, les électeurs de l'Aisne ont envoyé à l'assemblée nationale onze députés appartenant à la bourgeoisie libérale, partisans, dans leur très grande majorité, de la paix. Sitôt les préliminaires de paix signés et ratifiés, le gouvernement général de Reims est supprimé et l'occupation se fait moins rigoureuse malgré le maintien de l'état de siège. Les conditions de vie tendent à se rapprocher de la normale en dépit des perturbations que va entraîner l'insurrection communaliste.

Les conseils municipaux sont renouvelés le 30 avril ; à Soissons, la plupart des sortants sont réélus et MM. Salleron, Dumont et Choron sont confirmés dans leurs fonctions : le premier comme maire, les deux autres comme adjoints. Ils ont bien mérité la confiance de leurs concitoyens.

Dès que sont connues les dispositions du traité de Francfort signé le 10 mai, la presse locale en assure une publication in extenso. A partir de ce moment, il semble que les Soissonnais aient attendu, avec une impatience accrue, la fin de l'occupation et, à plusieurs reprises, circulent des bruits incontrôlés d'évacuation des troupes allemandes. Enfin, le dimanche 15 octobre, jour anniversaire de l'entrée des Prussiens dans une ville endeuillée, alors que Mgr Dours célèbre, à la cathédrale, un office à la mémoire de toutes les victimes du siège, devant une affluence de fidèles recueillis, on apprend que vient d'être signée à Berlin une convention financière qui doit entraîner l'évacuation de six départements dont celui de l'Aisne. Cette fois, c'est sérieux.

Le 20 octobre, par dépêche télégraphique, le gouverneur militaire de Paris annonce aux commandants de gendarmerie de Laon, La Fère et Soissons : « L'évacuation des troupes bavaroises doit commencer le 21. Prévenez-moi par télégraphe dès qu'elle sera commencée et dès qu'elle sera terminée ». Pour Soissons, il s'agit de deux bataillons du 13<sup>e</sup> régiment d'infanterie qui quittent la ville,

par échelons, entre le 20 et le 23. Ainsi que le commandant de place en a avisé le maire le 22, les derniers occupants franchissent la porte de Reims le lendemain à 9 heures du matin. Le même jour, vers 11 heures et demie, arrive à la gare un petit détachement de fantassins français à qui la ville, immédiatement pavoisée, fait fête ; la municipalité offre un banquet aux officiers. En cette journée d'automne ensoleillée, l'allégresse règne et chacun se sent plus léger, plus dispos. « C'était hier fête dans la ville de Soissons qui prenait son premier jour de vacances après une occupation dure, pénible et exigeante qui avait duré 372 jours » ; ainsi s'exprime le *Progrès de l'Aisne* dans un article intitulé : « Chez nous, enfin ! »

Mais la joie que fait naître la liberté retrouvée ne peut faire oublier ni les êtres chers disparus ni les souffrances physiques et morales endurées, ni les ruines à relever. Le souvenir de ces temps difficiles restera si vivace que, trente ans plus tard, un monument sera élevé, place de la République, sur l'emplacement de la porte de Reims, pour commémorer, dans la pierre et dans le bronze, le siège de 1870.

Dans l'espoir d'éviter à l'avenir d'aussi rudes épreuves, calcul que la guerre de 1914-1918 se chargera malheureusement de prendre en défaut, les Soissonnais souhaitent voir disparaître une enceinte fortifiée désuète donc inefficace et dangereuse ; de nombreux articles sont consacrés à cette question dans les journaux locaux. Dès le mois de décembre 1871, le conseil municipal adresse une pétition à M. Thiers, président de la République, pour demander le démantèlement de la ville mais il faudra multiplier les démarches avant de convaincre les militaires que le déclassement de la place s'impose. L'accord de l'armée enfin obtenu, c'est l'Etat qui refuse de payer un sou pour les travaux que nécessite cette opération ; il faut que, par la convention du 11 novembre 1884, « la ville s'engage à verser, pour prix des terrains qui lui seraient abandonnés – environ 80 hectares – une somme de 430 000 francs » représentant le coût des démolitions. Le projet de loi portant en son article 1<sup>er</sup> : « La place de Soissons est rayée du classement des places de guerre » est enfin voté en juin 1885. Dès lors, avec la disparition de la plus grande partie des remparts et des servitudes militaires et la récupération d'une importante surface de terrains à bâtir, la ville va pouvoir s'étendre et prendre, dans ses nouveaux quartiers, une physionomie moderne. Ce sera là une conséquence heureuse de cette guerre de 1870 qui s'était montrée, par ailleurs, si néfaste pour notre cité.

N. URBAIN

## Sources

- Emile Collet, *Le siège de Soissons de 1870*, Soissons, SAHS, 1894.  
Edouard Fleury, *Ephémérides de la guerre de 1870-1871 dans le département de l'Aisne*, Fleury éd., sd.  
René Fossé-d'Arcosse, *Le siège de Soissons de 1870*, Fossé d'Arcosse éd., 1885.  
Lt. Col. Lecer, « Documents relatifs à la défense de Soissons en 1870 », *Bulletin de la SAHS*, 3<sup>e</sup> série, t. XIX, p.89.  
Wolf, *Campagne de 1870-71, siège de Soissons. Souvenirs d'un officier de la Mobile*, Arras, H. Schouter, 1872.

Dans le fonds Périn à la bibliothèque municipale de Soissons sont conservés un certain nombre de documents dont voici les principaux :

- 5713, *Le camp de Soissons, juillet 1870*. In-4.  
5724, *Appel aux anciens artilleurs qui habitent Soissons pour la défense de la place du 27 août 1870*. In-4.  
5726, *Alerte à la gare de Soissons, 3 septembre 1870* (articles de L'Argus).  
5731, *Préparatifs de défense à Soissons, septembre 1870*. In-8.  
5749, *Engagement entre les troupes prussiennes et la garnison de Soissons, 24 et 25 septembre 1870*. In-4.  
5757, *Récit de ce qui s'est passé à Soissons jusqu'au 29 septembre 1870*. In-8.  
5762, *Les journées des 28, 29 et 30 septembre 1870 à Soissons*. In-4.  
5770, *Soissons du 1<sup>er</sup> au 8 octobre 1870*. In-4.  
5776, *Notes sur le siège de Soissons, par le capitaine Monet*.  
5799, *Le siège de Soissons en 1870. Lettre du capitaine d'artillerie J<sup>xxx</sup> à M. P.L<sup>xxx</sup>, à Soissons*.  
5781, *Résumé des opérations de l'artillerie allemande pendant le siège de Soissons, en octobre 1870, d'après l'ouvrage du major von H. Muller*. In-8.  
5805, *Soissons pendant le bombardement, par Ed. Lallart, 8 novembre 1870*. In 4.  
5808, *L'épidémie à Soissons. Novembre 1870*. In-4.  
5823, *Le siège de Soissons en 1870*, par Emile Collet. Soissons 1871. In-8.  
5853, *Siège de Soissons. Souvenirs d'un officier de la mobile*, par Ed. Bernard Wolff, Arras, 1872. In-12.  
5865, *La brèche de Soissons*. Extrait du *Beiheftzum militar Wackenblatt*, 1873. Traduit par un officier de la réunion des officiers.  
5896, *Belagerong von Soissons in sept. und oct. 1870 von Gartner*, Berlin, 1874. In-8.  
5897, *Le siège de Soissons en septembre-octobre 1870*, par le colonel Gatner. Traduction de Louis Fossé d'Arcosse.  
5919, *Souvenirs du bombardement de Soissons (12, 13, 14 et 15 octobre 1870) pour servir à titre de renseignement, à la notice de M. Evrard, ancien lieutenant à la compagnie de pompiers, par Drapier père. 22 décembre 1875*.  
5943, *Le siège de Soissons en 1870 raconté par le grand état-major allemand. 1876*. In-8.